

## **Avant-propos**

**Marie George BUFFET,**

*Ministre de la Jeunesse et des Sports*

En publiant le quatrième rapport sur le financement du sport par les collectivités locales, le ministère de la Jeunesse et des Sports remplit sa mission d'information. La rigueur du dispositif méthodologique, la précision des données et de l'analyse vont aider, une nouvelle fois, les collectivités locales à définir leurs politiques sportives. D'ores et déjà, j'ai donné des instructions pour que la cinquième étude soit rapidement engagée afin d'actualiser les données observées depuis 1990 et de mesurer, pour la première fois, l'effort sportif des structures intercommunales.

Naturellement, la principale conclusion de cette étude - la réduction notable des moyens attribués au sport - interroge. Elle incite les responsables politiques à se mobiliser pour rationaliser davantage les politiques sportives locales. Elle encourage les dirigeants sportifs à améliorer l'organisation des fédérations et de leurs clubs. Mais, pour atteindre ces objectifs plutôt ambitieux, il s'agit surtout d'impliquer davantage les pratiquants dans la gestion du sport, de *leur* sport. Dans le même temps, notre implication dans le plan emploi-jeunes va permettre à de nombreux clubs et fédérations d'améliorer leur gestion, et aux bénévoles de s'impliquer dans d'autres activités.

C'est au prix de cet effort partagé que nous mettrons un sport plus responsable au service d'une société plus humaniste. C'est, en tout cas, le sens de mon action.

# Sommaire

<b>Introduction</b>	P.1
Un véritable observatoire du financement du sport	P.1
Mieux connaître les flux financiers : un atout stratégique	P.2
 <b>1. La gestion des contraintes méthodologiques</b>	 P.3
1.1. Le dispositif méthodologique	P.4
1.2. Inciter les collectivités à participer à l'enquête	P.5
 <b>2. Politiques sportives et conjoncture</b>	 P.7
2.1. La crise financière des collectivités locales	P.8
2.2. La réduction globale des budgets sportifs	P.9
2.3. La diversité et la versatilité des politiques sportives	P.13
2.4. Les disparités régionales	P.15
 <b>3. Les succès différentiels</b>	 P.19
3.1. La hiérarchie des subventions	P.20
3.2. L'utilisation des subventions	P.22
3.3. Financement d'État et des collectivités locales	P.25
3.4. Financement des collectivités locales et nombre de licenciés	P.25
 <b>Conclusion : <i>Les politiques sportives sont devenues résiduelles</i></b>	 P.27
Poursuivre et affiner l'observation des flux financiers	P.28
Formaliser les politiques sportives en clarifiant les compétences des collectivités locales	P.29
Mobiliser les énergies du système sportif	P.29

<b>Annexes</b>	P.31
Quelques ouvrages pour aller plus loin	P.32
Annexe 1 : Liste des collectivités locales n'ayant pas répondu	P. 33
Annexe 2 : Répartition des subventions par sport(1993 et 1994)	P. 34
Annexe 3 : Licences sportives 1949-1994	P. 35
Annexe 4 : Structure du financement du sport(1990)	P.35
Annexe 5 : Budgets sportifs des collectivités locales	P. 36

## Liste des tableaux et graphes

Doc. n° 1 : Les différentes enquêtes	P.2
Doc. n° 2 : La structure synthétique du questionnaire	P.5
Doc. n° 3 : L'évolution des taux de réponse	P.6
Doc. n° 4 : La part relative des budgets sportifs	P.9
Doc. n° 5 : La répartition Investissement/Fonctionnement	P. 10
Doc. n° 6 : Les investissements des collectivités locales	P. 11
Doc. n° 7 : La structure des investissements	P.12
Doc. n° 8 : La structure des dépenses de fonctionnement	P. 12
Doc. n° 9 : La dispersion de budgets	P. 13
Doc. n° 10 : La versatilité des budgets sportifs	P. 14
Doc. n° 11 : Les budgets sportifs sur le "territoire régional"	P. 16
Doc. n° 12 : L'évolution de la répartition des subventions	P. 21
Doc. n° 13 : La structure des subventions	P. 22
Doc. n° 14 : La part relative du haut niveau et des manifestations	P. 22
Doc. n° 15 : Licences, subventions ministérielles et collectivités locales	P. 24
Doc. n° 16 : Les établissements intercommunaux	P. 28

**L**es budgets sportifs des collectivités locales étudiées<sup>1</sup> ont diminué de -8,5 % entre 1992 et 1994 alors que dans le même temps leurs budgets totaux augmentaient de 20 %.

Telle est la redoutable conclusion de la dernière étude macro-économique réalisée par la direction des Sports du ministère de la Jeunesse et des Sports. Cette enquête, qui concerne les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 20 000 habitants s'inscrit dans le prolongement des investigations régulières menées depuis 1990.

## **Un véritable observatoire du financement du sport.**

Le ministère de la Jeunesse et des Sports publiait pour la première fois en 1991, la structure<sup>2</sup> du financement du sport (après avoir identifié les acteurs et évalué les différents flux financiers), combinaison d'estimations (pour les communes, les médias et les entreprises) et de mesures précises (pour l'État, les ménages, les conseils régionaux et généraux). Cette première étape, qui a d'abord démontré la faisabilité technique de ces études, a aussi largement contribué à développer le "besoin de connaissance".

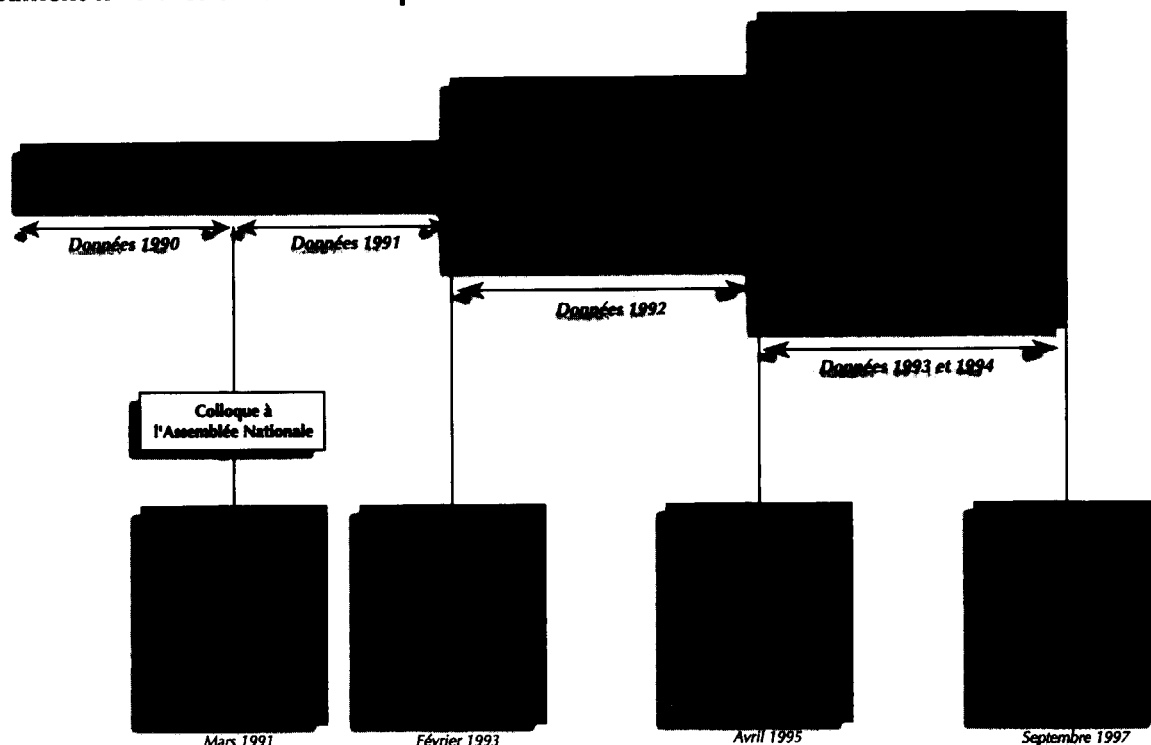
En Février 1993<sup>3</sup>, le ministère de la Jeunesse et des Sports, en actualisant l'enquête relative aux conseils régionaux et généraux, créait les conditions de l'élargissement de l'échantillon observé aux communes.

C'est dans ce prolongement, que le ministère de la Jeunesse et des Sports publiait, en avril 1995, une troisième étude concernant cette fois les conseils régionaux, les conseils généraux et les 100 plus grandes villes. Elle a permis, pour la première fois, de recenser les financements de 27 sports<sup>4</sup> par les collectivités locales et de prendre en compte les dépenses de personnel. La précision, garantie par le dispositif méthodologique, et la nouveauté des données publiées ont encouragé l'effort d'investigation du ministère de la Jeunesse et des Sports.

Le quatrième rapport prend tout naturellement sa place dans les productions de ce véritable observatoire des financements sportifs par les collectivités locales. A l'image des précédents, il actualise les dernières données disponibles en couvrant les années 1993 et 1994 et il observe pour la première fois les communes de plus de 20 000 habitants. Le nombre de sports étudiés est porté à 28 par l'ajout du cyclisme.

---

1- Par la Banque de Données sur les aspects socio-économiques du sport - Direction des Sports - Ministère de la Jeunesse et des Sports. 2 - Cf. annexe 4 : structure du financement. 3 - Documents disponibles, sur simple demande, à la direction des Sports du ministère de la Jeunesse et des Sports - Banque de données. 4 - Ont été étudiés les 25 sports les plus massifs (en nombre de licenciés) auxquels s'ajoutent 2 sports (le canoë-kayak et la randonnée) actuellement en fort développement.



## Mieux connaître les flux financiers : un atout stratégique.

Ces nouvelles données, et les questionnements qu'elles ne manqueront pas de provoquer, prennent aujourd'hui une dimension stratégique toute particulière.

Au moment où de nombreux acteurs sportifs (fédérations, communes, associations...) tentent de promouvoir les activités sportives et de fidéliser leurs pratiquants, la question des moyens financiers mobilisables est évidemment décisive.

2

Elle l'est tout autant pour les collectivités locales qui, sous le poids des effets sociaux des difficultés économiques, investissent dans des programmes de développement économique local dont certains sont bâtis autour de projets sportifs. Combien faut-il investir ? Quels effets réels en termes d'emplois et de production de richesse peut-on raisonnablement en attendre ?

En tout état de cause, ces données attestent de **la montée des tensions financières** dans le système sportif des années 90. La réduction brutale et massive des budgets sportifs des collectivités locales rejoint la lente érosion relative du budget du ministère de la Jeunesse et des Sports, la difficulté croissante des organisations sportives à convaincre les entreprises de les soutenir durablement (que ce soit au niveau local pour les structures sans réelle ambition compétitive ou que ce soit au niveau national pour les disciplines sportives, une majorité, qui ne parviennent pas véritablement à se médiatiser) et le ralentissement de la croissance de la consommation sportive des ménages.

# 1

## **La gestion des contraintes méthodologiques**

## 1.1. Le dispositif méthodologique.

L'importance des enjeux soulevés par l'analyse des flux financiers conduit à **actualiser et affiner la stratégie de recherche**. En conséquence, une étude de ce type ne peut se contenter d'actualiser simplement les résultats même si l'approche dynamique est évidemment incontournable. C'est pourquoi, les questionnaires annuels se sont successivement enrichis tout en gardant un socle identique. Les collectivités ont été interrogées directement afin d'optimiser la précision des données recueillies, même si ce choix ne garantit pas un taux de réponse de 100 %. Les données proviennent des **comptes administratifs** (qui récapitulent en fin d'année les dépenses effectivement réalisées et qui incluent les décisions modificatives DM1 et DM2). Le questionnaire a permis d'extraire directement certaines données (subventions aux associations sportives, investissements, charges de fonctionnement des équipements...) et de recueillir d'autres données, traditionnellement noyées dans d'autres postes (personnel par exemple...). Par convention, les dépenses indirectes ne sont pas prises en compte.

Chaque questionnaire est soumis à un contrôle homogène (réalisé par une même et unique personne), ce qui permet de repérer les incohérences (par exemple, l'absence de subventions aux associations sportives), les erreurs de reports ou d'unité et les fortes évolutions par rapport aux années précédentes. En cas de doute, une vérification téléphonique a été effectuée.

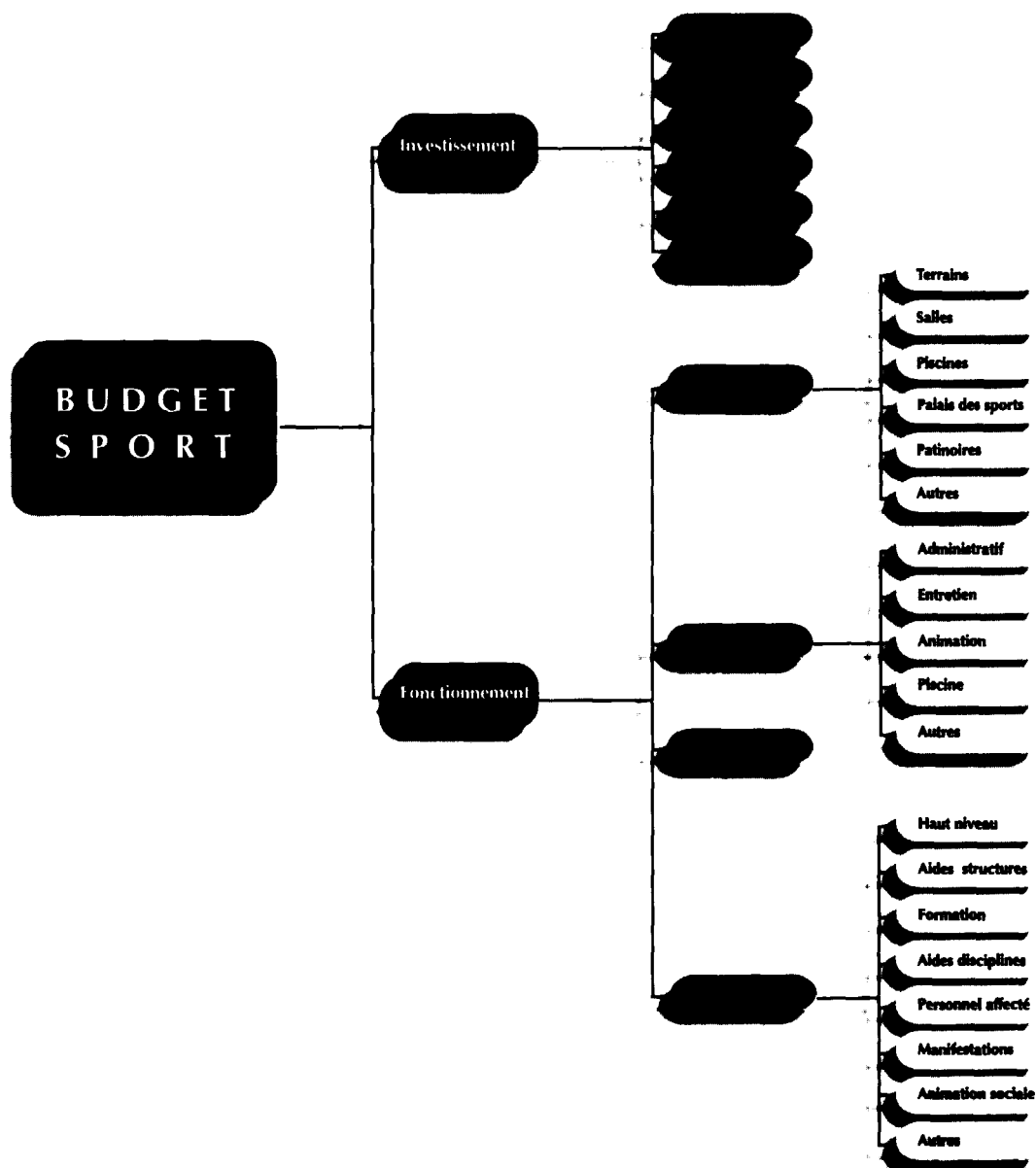
Ce dispositif méthodologique garantit :

- **la précision des données** puisque le questionnaire<sup>6</sup> permet d'isoler :
  - le budget sportif total et sa part relative au regard du budget total,
  - la répartition entre investissement et fonctionnement sportifs (et parts relatives),
  - la structure des investissements sportifs par types d'équipements (selon la nomenclature de la comptabilité M.12),
  - la structure du fonctionnement sportif en identifiant la répartition par types d'équipements (nomenclature M.12), les frais communs (nomenclature M.12), les charges de personnel, réparties par types d'activités (administration, entretien des équipements, animation, personnel affecté aux piscines, autres) et les subventions allouées aux 28 disciplines sportives, réparties par type (haut niveau, aides aux structures, formation, aides aux disciplines, personnel affecté à une discipline sportive, manifestations, animation sociale, autres).
- **les analyses dynamiques** puisque certaines comparaisons sont possibles depuis 1990 pour les conseils régionaux et généraux, d'autres le sont depuis 1992, c'est le cas pour les 100 plus grandes villes. Pour faciliter la lecture du document, les comparaisons remontant à 1992 seront privilégiées dans la mesure où elles ne nécessitent pas d'ajustement spécifique. En effet les données des deux premières enquêtes (1990 et 1991) ne comprenaient pas les dépenses de personnel. Ce dispositif permettra de comparer ces données jusqu'en 1996, puisque depuis le 1er janvier 1997 la réforme de la comptabilité des collectivités locales<sup>7</sup> est appliquée.

5 - Les services déconcentrés du Ministère de la Jeunesse et des Sports ont renseigné le questionnaire lors de la première enquête réalisée en 1990. Ce dispositif avait l'avantage de garantir un taux de réponse de 100% mais la précision des données s'était avérée (trop) dépendante de la qualité des relations entre le service d'Etat et la collectivité locale interrogée. Ce dispositif de collecte des données a aussi le mérite de rendre les collectivités responsables des informations qu'elles transmettent. 6 - Cf. Document n°2. Il présente la structure du questionnaire. 7 - Le passage de la nomenclature M.12 à la nomenclature M.14 vise notamment à faciliter la mise en oeuvre de comptabilités analytiques et les comparaisons internationales.

• **l'utilisation des résultats par les acteurs.** Détailler le dispositif méthodologique, les conventions fixées en ce qui concerne les données retenues ou non et les traitements réalisés peut sembler inutile. Toutefois, ces précisions garantissent la bonne compréhension des données et des analyses qualitatives qui en découlent. Les données ne prennent de sens que si on explique les choix méthodologiques.

## Document n° 2 : la structure synthétique du questionnaire



## 1.2. Inciter les collectivités locales à participer à l'enquête nationale.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports ne peut obliger les collectivités à répondre aux questionnaires. Il a donc fallu mettre en place un dispositif de collecte efficace (questionnaire peu évolutif, commenté question par question, assistance téléphonique personnalisée, relances par courrier adressées aux Maires ou aux



Présidents des conseils, relances téléphoniques des Directeurs des services des sports des collectivités...). Il a surtout fallu convaincre les collectivités locales de l'intérêt qu'elles ont de pouvoir se comparer les unes par rapport aux autres. La publication<sup>8</sup>, d'une part des classements des budgets sportifs par habitant et par licencié sportif, et d'autre part de la liste des collectivités n'ayant pas répondu, a largement contribué à l'obtention de taux de réponse très élevés. La baisse sensible de ces taux pour les données 1993 et 1994 s'explique essentiellement par l'élargissement de l'échantillon observé, puisque plus de 300 communes se sont jointes aux 225 collectivités déjà observées. Beaucoup d'énergie et de temps ont été investis pour inciter les nouvelles collectivités à répondre à l'enquête, au détriment de la relance des collectivités "habituées". La réduction du taux moyen de réponse (65 % pour 1993 et 1994 alors qu'il dépassait 93 % les années précédentes) nous a conduit à réaliser des ajustements pour permettre la comparaison dynamique des agrégats.

L'ajustement s'est opéré en deux étapes<sup>9</sup> :

- **des données recueillies aux données ajustées :**

Pour chaque collectivité n'ayant pas répondu (sauf pour les communes de moins de 20 000 Hab.), les données manquantes ont été estimées en appliquant à la dernière année disponible, le taux d'accroissement moyen des collectivités de la même catégorie de taille ayant répondu. Ce procédé ne change pas les évolutions en pourcentages mais permet d'obtenir un montant total relativement comparable avec celui des années précédentes.

- **des données ajustées aux données en francs constants :**

Toutes les données, y compris celles qui remontent à 1990<sup>10</sup>, sont converties en francs constants valeur 1994, à partir de l'indice des prix à la consommation calculé par l'I.N.S.E.E.

### Document n° 3 : l'évolution des taux de réponse

Type de collectivités	Nb Collectivités	1990	1991	1992	1993	1994
Conseils régionaux (en %)	26	100,00	92,31	100,00	80,77	80,77
Conseils généraux (en %)	99	96,97	96,97	100,00	80,81	80,81
100 plus grandes villes (en %)	100	-	-	86,00	69,00	70,00
Communes + de 20 000 Hab. (en %)	304	-	-	-	56,25	55,92
<b>Total (en %)</b>	<b>529</b>	<b>97,60</b>	<b>96,00</b>	<b>93,81</b>	<b>64,46</b>	<b>64,46</b>

8 - Notamment par La Lettre de L'Economie du Sport. 9 - Les ajustements sont détaillés en annexe 5. 10 - C'est pour cette raison qu'elles diffèrent de celles indiquées dans les précédents rapports.

## 2

# Politiques sportives et conjoncture

Si les politiques sportives des collectivités locales cherchent à intégrer les rapides transformations des pratiques et des goûts sportifs, les spécificités du contexte local, elles sont aussi largement déterminées par la **conjoncture économique et politique**. Les mécanismes de décentralisation et de déconcentration, la montée du chômage et son cortège de difficultés sociales, les rythmes électoraux... pèsent largement sur les politiques sportives. Se révèle tout particulièrement décisive l'ampleur des difficultés financières que traversent actuellement bon nombre de collectivités locales.

## 2.1. La crise financière des collectivités locales.

Le dernier "état des lieux" <sup>11</sup> atteste que *"les finances locales viennent de traverser des années difficiles. Le ralentissement de l'activité économique et le rationnement des concours de l'État ont directement affecté les budgets des collectivités"*. Si ce rapport souligne que *"la catastrophe tant redoutée ne s'est pourtant pas produite, (c'est) en raison d'une conjonction assez extraordinaire de facteurs favorables, sans doute au prix de la réduction de l'effort d'équipement, (...) dans un contexte également caractérisé par une certaine saturation des besoins dans le domaine des établissements scolaires et par l'entrée, pour cause de scrutin municipal, dans la phase basse du cycle d'investissement"*. Si le pire a été (provisoirement ?) évité, la situation financière des collectivités locales reste extrêmement périlleuse, d'abord parce que **les recettes en provenance de l'État diminuent et ensuite parce que les dépenses progressent rapidement**.

La mise en œuvre de la décentralisation s'est accompagnée de missions nouvelles pour les collectivités. Ces **transferts de compétences ont induit des transferts de ressources** qui, en dépit des principes, sont en général jugés insuffisants. En effet, était affirmé le double principe de la simultanéité du transfert de compétences et des transferts de ressources, et celui de l'intégralité de la compensation. Or, d'une part les mécanismes de compensation se sont révélés particulièrement complexes, et d'autre part, la nécessaire réorganisation des services extérieurs a provoqué des coûts induits difficiles à mesurer et à maîtriser.

La situation financière des collectivités locales est aussi marquée par l'épineux **problème des relations de trésorerie avec l'État**. Les collectivités locales doivent déposer au Trésor Public leurs fonds disponibles mais cette opération rendue obligatoire par une réglementation très sévère, ne donne pas lieu à rémunération<sup>12</sup>.

Le rapport BOURDIN note que les *"charges de personnel, incompressibles, subissent les conséquences des mesures décidées par l'État. Elles ont progressé de 12 % entre 1993 et 1995 notamment par le relèvement du taux de cotisation employeur à la Caisse Nationale des Agents des Collectivités Locales (C.N.R.A.C.L.)"*.

---

<sup>11</sup> - Rapport de Joël BOURDIN pour l'Observatoire des finances locales - 1996. <sup>12</sup> - L'État consent seulement des avances de trésorerie à titre gratuit et défend ainsi la thèse de "la contrepartie".

La **diversification des interventions financières des collectivités locales** s'est fortement amplifiée dans les dernières années. Cette tendance concerne notamment "les interventions économiques", destinées à favoriser le développement économique du territoire considéré, et "les dépenses de solidarité", en forte augmentation sous l'influence des effets directs de la conjoncture difficile. Ainsi, les dépenses d'aide sociale représentent quelques 80 milliards de francs en 1995, soit près du dixième des dépenses totales de toutes les collectivités, avec une progression supérieure à 15 % entre 1993 et 1995.

Les **difficultés sociales rencontrées dans les zones urbaines** incitent tout particulièrement les collectivités locales à développer des dispositifs à visée de prévention et d'insertion. Ils dépassent largement le domaine sportif, même si celui-ci est invoqué de façon très particulière, pour concerner des domaines aussi divers que le logement, l'urbanisme, la revitalisation des centres commerciaux, les axes de circulation, les moyens d'information, les pratiques culturelles, la santé, la lutte contre les toxicomanies... Ces opérations sont coûteuses et grèvent, en dépit des aides accordées par l'État (dans le cadre des contrats de ville par exemple) largement les budgets des collectivités locales. Dans ce cadre, le paradoxe est étonnant : **le sport, plébiscité pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers en difficulté, souffre** (au moins financièrement) **des politiques de lutte contre l'exclusion sociale**.

## 2.2. La réduction globale des budgets sportifs

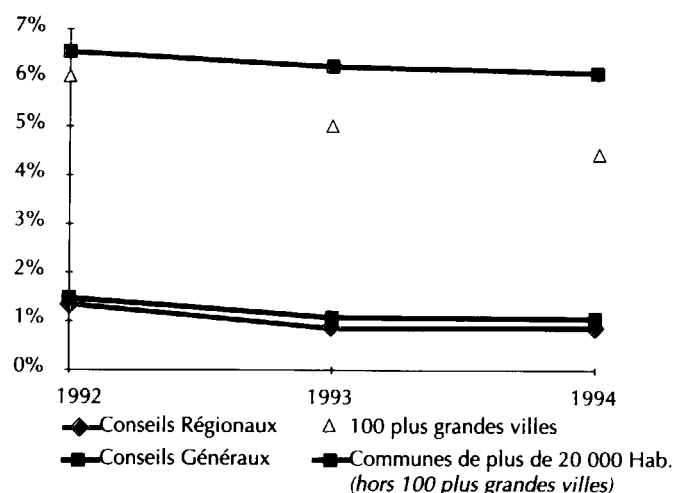
Le budget sportif consolidé des collectivités locales étudiées se monte en 1994 à environ 13 milliards de francs. Il faut noter que ce même montant dépassait 14,2 milliards en 1992<sup>13</sup>. Cette diminution globale est d'autant plus importante qu'elle s'inscrit dans un processus de forte augmentation des budgets totaux des mêmes collectivités locales (+20 % en deux ans). En conséquence, **la part relative des budgets sportifs des collectivités locales diminue**.

Document n° 4-1 : la part relative des budgets sportifs

Catégories de collectivités	1992	1993	1994
Conseils régionaux	1,35 %	0,85 %	0,87 %
Conseils généraux	1,48 %	1,08 %	1,06 %
100 + grandes villes	6,03 %	4,97 %	4,42 %
Communes de + de 20 000 Hab. (hors 100 + grandes villes)	6,53 %	6,23 %	6,11 %

13 - Les montants sont tous exprimés en francs constants, valeur 1994.

## Document n° 4-2 : la part relative des budgets sportifs



Ces évolutions globales masquent évidemment de grandes disparités. La réduction s'organise selon un ordre parfaitement inversé par rapport à la proximité du citoyen : les budgets sportifs des conseils régionaux diminuent de -17,94 %, ceux des conseils généraux de -14,80 %, ceux des cent plus grandes villes de -6,57 % et ceux des communes de plus de 20 000 habitants (hors des cent plus grandes) de -5,39 %.

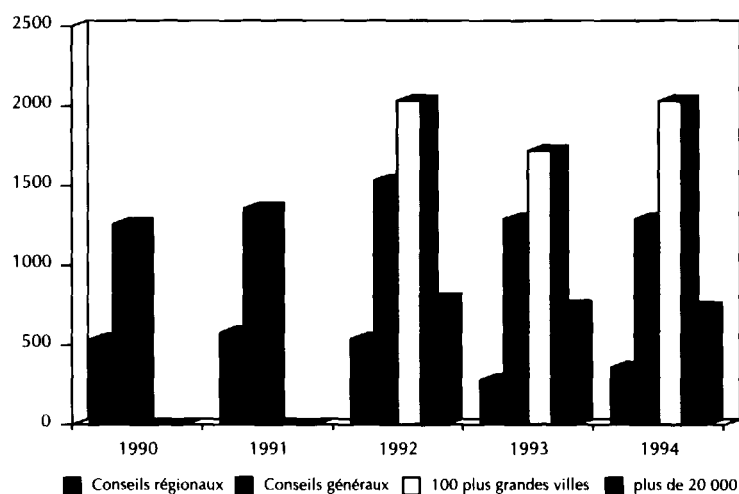
En part relative, la structure reste particulièrement stable, les conseils régionaux apportant selon les années entre 5 et 6 % du financement du sport par les collectivités locales, les conseils généraux entre 17 et 19 %, les cent plus grandes villes entre 51 et 53 % et les communes de plus de 20 000 habitants entre 24 et 25 %. En revanche, la répartition entre les investissements et les dépenses de fonctionnement est plus évolutive (contrairement aux deux premières années d'étude qui concluaient à la stricte stabilité). Ainsi, les conseils régionaux et généraux, qui privilégiaient largement les investissements en 1990 et en 1991, adoptent-ils depuis 1992 une répartition plus homogène. A l'opposé, les communes, bien que supportant la majorité des investissements en valeur nominale (plus de 2,5 milliards de francs en 1994 contre 1,5 pour les conseils régionaux et généraux), ne leur accordent que le tiers voire le quart de leurs budgets sportifs.

## Document n° 5 : la répartition Investissement/Fonctionnement (en % des budgets sportifs)

Type de collectivités	Invest. / Fonct.	1990	1991	1992	1993	1994
Conseils régionaux	Investissement	71	70	63	43	52
	Fonctionnement	29	30	37	57	48
Conseils généraux	Investissement	64	64	58	58	55
	Fonctionnement	36	36	42	42	45
100 plus grandes villes	Investissement	-	-	28	25	30
	Fonctionnement	-	-	72	75	70
Communes + de 20 000 Hab.	Investissement	-	-	23	23	23
	Fonctionnement	-	-	77	77	77

Cette structure, si elle se stabilisait dans les prochaines années, pourrait témoigner d'une répartition progressive des tâches respectives. Elle confirme, si besoin était, le rôle premier des communes dans le financement des équipements sportifs.

**Document n° 6 : les investissements des collectivités locales (en millions de francs constants - 1994)**



Globalement, les investissements sportifs tendent à se réduire et se montent à environ 4 milliards en 1994 (4,9 en 1992). Plusieurs facteurs d'explication peuvent être avancés :

- les collectivités locales ont beaucoup investi depuis une trentaine d'années et ont souvent l'impression de couvrir les besoins actuels de leur partenaires traditionnels (clubs sportifs et établissements scolaires), au moins sur le plan quantitatif. Retenons dans ce cadre que ce sont les conseils régionaux (-33 %) et les conseils généraux (-15,7 %) qui connaissent les réductions les plus marquées;

11

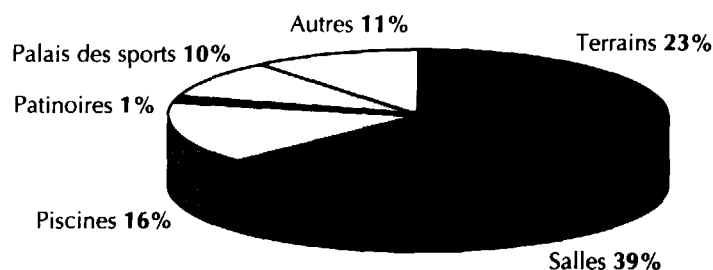
- ces nombreux investissements induisent des charges de fonctionnement, parfois mal cernées mais importantes et incompressibles;

- les échecs ou les erreurs ne sont pas rares. De nombreuses collectivités ont construit rapidement, sous l'influence des modes sportives, des pistes de bicross, de skate, des murs d'escalade, des courts de tennis, des stations de ski (en moyenne ou basse montagne), des golfs... et ont constaté quelques mois ou quelques années plus tard que ces installations sportives étaient désertées par les pratiquants et que les charges de fonctionnement devenaient insupportables;

- les collectivités locales sont contraintes de maîtriser leur endettement et ne peuvent plus s'aventurer dans des programmes d'investissements mal ciblés;

- la nature (et le coût) des équipements sportifs neufs change. Délaissant quelque peu les équipements traditionnels, les collectivités se tournent vers d'autres équipements, plus légers et moins coûteux, comme par exemple les murs d'escalade ou les équipements de proximité. Toutefois, le caractère émergent de cette dernière évolution ne remet pas en cause la part prépondérante des équipements dits traditionnels.

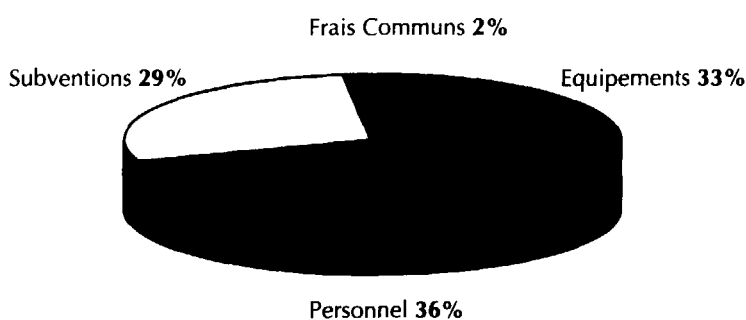
#### Document n° 7 : la structure des investissements



Au delà de ces facteurs endogènes, l'évolution des investissements sportifs s'inscrit dans un mouvement plus général de réduction des investissements des collectivités. Ainsi, à titre d'exemple, les conseils généraux diminuent leurs dépenses d'investissement d'environ 15 %<sup>14</sup> et les conseils régionaux (hors D.O.M. - T.O.M.) de 6,7 % entre 1992 et 1994.

**Les charges de personnel** (37 % des budgets de fonctionnement en 1994), la maintenance et l'entretien des **équipements** (33 %) constituent les principales dépenses de fonctionnement des collectivités locales, les **subventions**, que l'on a souvent tendance à survaloriser ne représentent que 29 % des dépenses de fonctionnement, soit 20 % des budgets sportifs.

#### Document n° 8 : la structure des dépenses de fonctionnement (1994)



<sup>14</sup> - Cf. : "Les budgets primitifs des départements" - DGCL - 1994.

- Environ 2,5 milliards (auxquels il faut ajouter la rémunération des personnels de maintenance) sont nécessaires pour ouvrir et entretenir les équipements. La quasi totalité de cette charge est supportée par les communes (à 95 %).

- Les personnels sportifs sont essentiellement communaux. L'antériorité des communes dans le domaine sportif les a conduites à employer des personnels nombreux. Ce n'est pas le cas des départements et des régions, certaines de ces collectivités n'ont pas de service des sports, donc pas de personnel affecté, d'autres ont une petite structure qui traite des affaires sportives en couvrant aussi d'autres domaines tels que la jeunesse ou la culture.

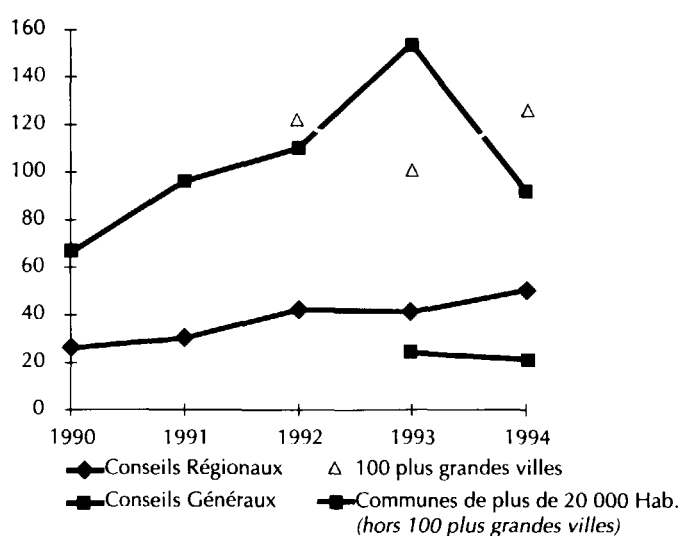
- Environ **la moitié des subventions octroyées est d'origine communale**, (58 % en 1994). En revanche, les conseils régionaux n'apportent que 10 % du total des subventions. Si globalement, les budgets des collectivités locales étudiés régressent de 8,5 %<sup>15</sup> entre 1992 et 1994, les subventions ne diminuent que de 1,9 % (près de -10 % pour les investissements, -7 % pour le fonctionnement des équipements).

Ce sont les subventions des conseils généraux (-6,3 %) et des communes de plus de 20 000 habitants (-5,8 %) qui sont en proportion les plus touchées. Précisons que, justement, ces deux catégories de collectivités locales affichent les taux de croissance les plus faibles pour la totalité de leurs dépenses.

## 2.3. La diversité et la versatilité des politiques sportives.

La dispersion (au sens statistique<sup>16</sup>) relative (c'est à dire pondérée ici par le nombre d'habitants) est très importante. Il est évidemment délicat, pour ne pas dire abusif<sup>17</sup>, de traduire la dispersion des budgets sportifs en diversité des politiques sportives. Tout au plus, peut-on retenir la différence d'intensité de la politique sportive.

### Document n° 9 : la dispersion des budgets (1994)

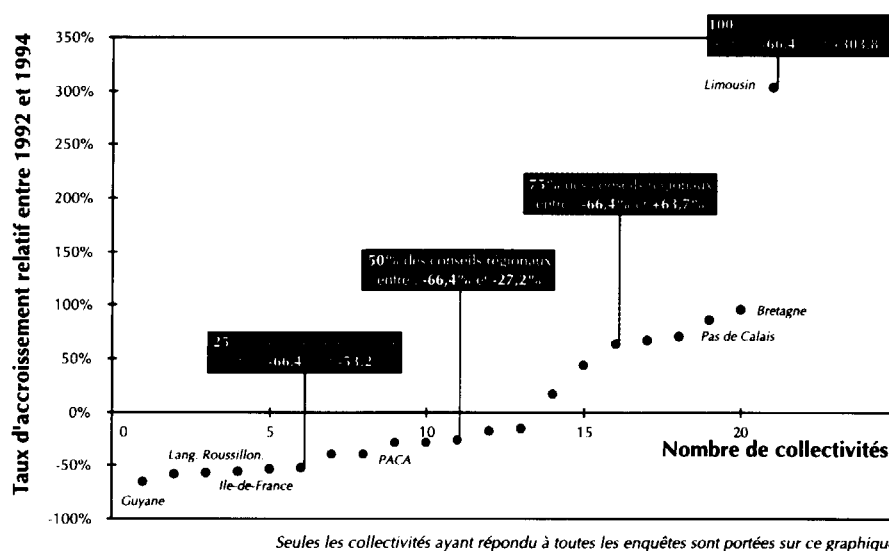


<sup>15</sup> - Les calculs des taux d'accroissement sont tous réalisés en francs constants (valeur 1994). <sup>16</sup> - La dispersion mesure l'écart entre le plus petit budget et le plus important. Les nombres placés en ordonnées indiquent par quel coefficient il faut multiplier le plus petit budget pour obtenir le plus élevé. <sup>17</sup> - Analyser la diversité des politiques sportives nécessiterait un appareillage complémentaire plus qualitatif, difficilement compatible avec la position institutionnelle occupée par un ministère.



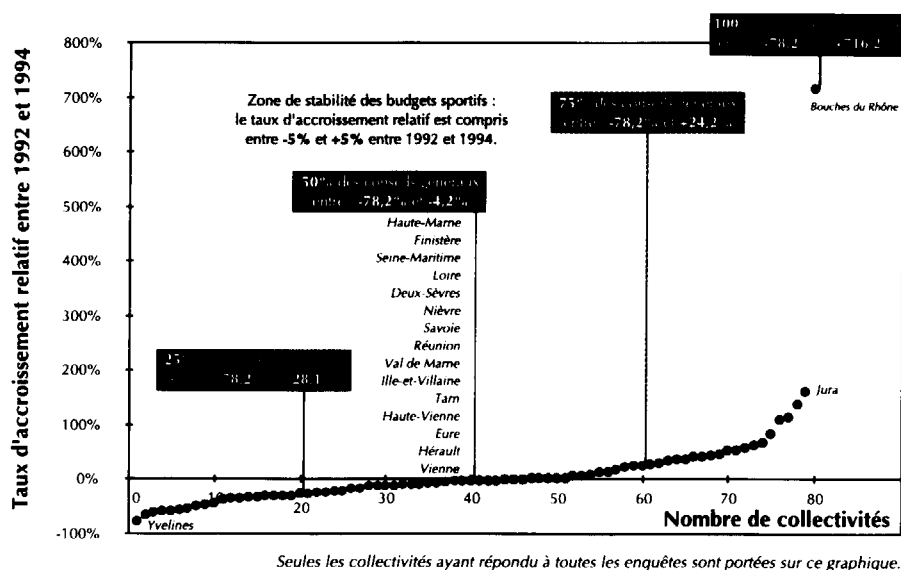
L'analyse des quartiles<sup>18</sup> montre que la versatilité dans les choix budgétaires est de règle. En fait, l'hétérogénéité des taux d'accroissement des budgets des 529 collectivités locales étudiées atteste du **caractère "résiduel" des politiques sportives**. Tout se passe comme si les choix budgétaires relatifs au sport se font en dernier. Cette remarque, formulée il y a peu de manière interrogative<sup>19</sup> prend maintenant plus de sens. A défaut de refléter la diversité des situations locales (trame des équipements sportifs, nombre de clubs, nombre de licenciés et de pratiquants, dynamisme des structures...) ou la difficulté de rationaliser, d'optimiser les politiques, l'extrême versatilité des décisions budgétaires confirme qu'au delà des déclarations, **les politiques sportives se définissent d'abord sous la contrainte des moyens financiers mobilisables**.

#### Document n° 10-1 : les conseils régionaux



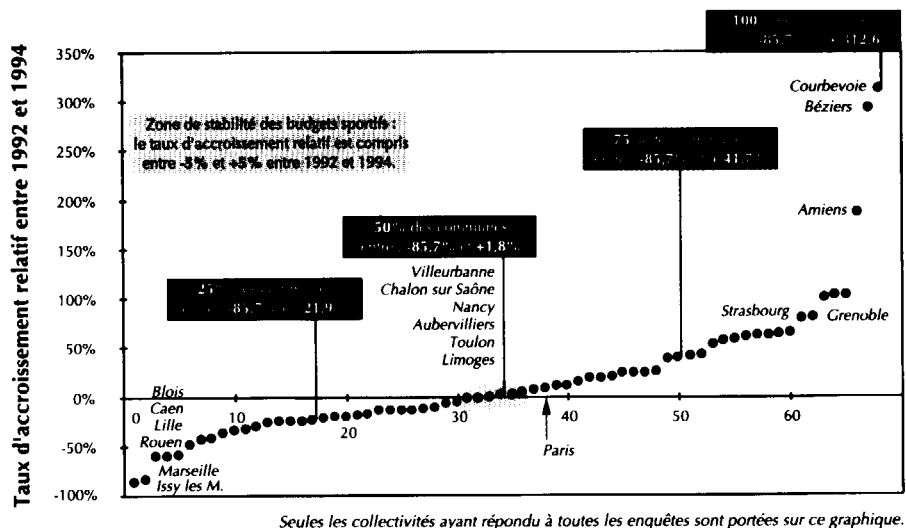
14

#### Document n° 10-2 : les conseils généraux

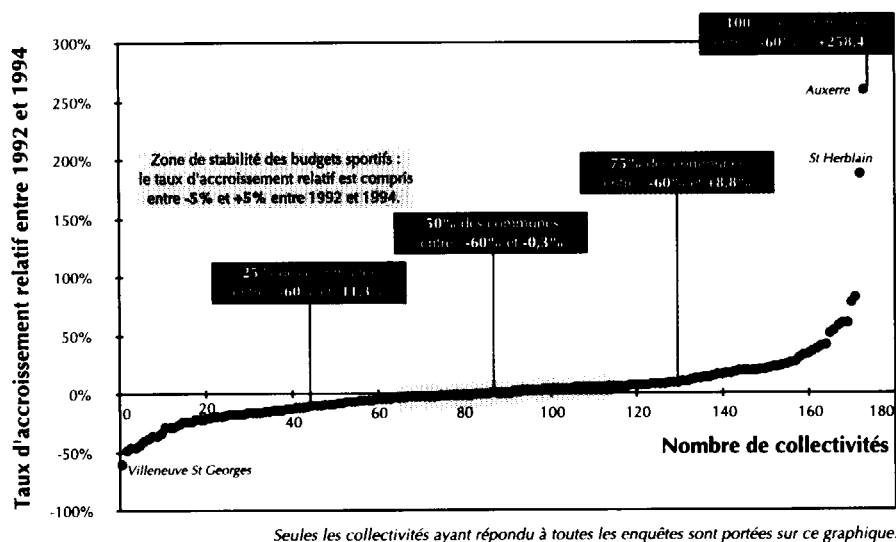


18 - Les quartiles sont les trois valeurs qui divisent une distribution statistique (ici les taux d'accroissement relatif) en quatre parties d'effectifs égaux.  
19 - Dominique CHARRIER : "Le financement du sport par les collectivités locales - données 1992", Rapport pour le Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction des Sports - Banque de Données), 1995.

## Document n° 10-3 : cent plus grandes villes



## Document n° 10-4 : communes de + de 20 000 habitants



## 2.4. Les disparités régionales.

Dans la perspective de mettre à jour des logiques régionales, les financements sur le "territoire régional" ont été regroupés. L'addition des budgets des conseils régionaux et des conseils généraux constitutifs de la région, peut faire apparaître d'éventuels "effets régionaux", provoqués par les caractéristiques socio-démographiques de ces territoires. Ce niveau d'échelle ne repose pas pour autant sur la conception selon laquelle les régions constitueraient des espaces homogènes (donc traitables globalement).

Les financements des communes n'ont pas été ajoutés à ce calcul pour deux raisons. D'une part, les communes observées ne sont pas réparties sur le territoire national de manière homogène. D'autre part, les communes de plus de 20 000 habitants ne couvrent pas la totalité du territoire (comme les deux types de collectivités retenus).

## Document n° 11 : Budgets sportifs sur le "territoire régional"

Régions	Conseil Régional	Conseils Généraux	Territoire Régional	Habitants	Budget par habitant	Licences	Budget par licence	% du financement	% de la population	% des licences
<b>Alsace</b>	17 658 047	129 230 501	146 888 548	1 649 300	89,06 F	412 699	355,92	4,82 %	2,79 %	2,95 %
<b>Aquitaine</b>	36 348 766	100 653 047	137 001 813	2 841 400	48,22 F	712 566	192,27	4,49 %	4,81 %	5,10 %
<b>Auvergne</b>	18 048 420	21 886 946	39 935 366	1 315 100	30,37 F	331 989	120,29	1,31 %	2,22 %	2,38 %
<b>Basse-Normandie</b>	4 943 045	46 454 937	51 397 982	1 404 900	36,58 F	329 425	156,02	1,68 %	2,38 %	2,36 %
<b>Bourgogne</b>	11 937 000	51 018 631	62 955 631	1 613 500	39,02 F	349 026	180,38	2,06 %	2,73 %	2,50 %
<b>Bretagne</b>	33 413 665	101 318 197	134 731 862	2 827 500	47,65 F	811 226	166,08	4,42 %	4,78 %	5,81 %
<b>Centre</b>	5 166 485	68 875 325	74 041 810	2 404 400	30,79 F	527 834	140,27	2,43 %	4,07 %	3,78 %
<b>Champagne Ardennes</b>	29 907 080	53 650 026	83 557 106	1 321 200	63,24 F	284 971	293,21	2,74 %	2,23 %	2,04 %
<b>Corse</b>	12 180 250	7 441 523	19 621 773	253 200	77,50 F	61 127	321,00	0,64 %	0,43 %	0,44 %
<b>Franche-Comté</b>	12 016 000	41 262 904	53 278 904	1 107 200	48,12 F	272 963	195,19	1,75 %	1,87 %	1,95 %
<b>Guadeloupe</b>	11 182 542	32 209 696	43 392 238	434 000	99,98 F	54 671	793,70	1,42 %	0,73 %	0,39 %
<b>Guyane</b>	4 302 000	1 177 712	5 479 712	145 000	37,79 F	16 843	325,34	0,18 %	0,25 %	0,12 %
<b>Haute-Normandie</b>	31 675 123	79 894 921	111 570 044	1 760 100	63,39 F	333 606	334,44	3,66 %	2,98 %	2,39 %
<b>Ile-de-France</b>	34 021 596	421 050 738	455 072 334	10 908 100	41,72 F	2 185 533	208,22	14,92 %	18,45 %	15,64 %
<b>Languedoc-Roussillon</b>	41 618 000	121 803 408	163 421 408	2 182 900	74,86 F	537 462	304,06	5,36 %	3,69 %	3,85 %
<b>Limousin</b>	9 477 710	31 519 331	40 997 041	718 500	57,06 F	179 643	228,21	1,34 %	1,22 %	1,29 %
<b>Lorraine</b>	15 200 994	116 789 250	131 990 244	2 296 200	57,48 F	539 830	244,50	4,33 %	3,88 %	3,86 %
<b>Martinique</b>	2 593 795	11 765 378	14 359 173	388 000	37,01 F	46 511	308,73	0,47 %	0,66 %	0,33 %
<b>Midi-Pyrénées</b>	16 507 000	133 577 796	150 084 796	2 471 900	60,72 F	697 882	215,06	4,92 %	4,18 %	5,00 %
<b>Nord Pas-de-Calais</b>	129 590 354	105 323 727	234 914 081	3 982 600	58,99 F	797 394	294,60	7,70 %	6,74 %	5,71 %
<b>Pays de la Loire</b>	12 843 735	93 010 201	105 853 936	3 112 700	34,01 F	875 106	120,96	3,47 %	5,26 %	6,26 %
<b>Picardie</b>	56 092 218	135 728 611	191 820 829	1 848 000	103,80 F	405 536	473,01	6,29 %	3,13 %	2,90 %
<b>Poitou-Charentes</b>	16 380 999	43 503 978	59 884 977	1 617 200	37,03 F	406 057	147,48	1,96 %	2,74 %	2,91 %
<b>PACA</b>	25 875 000	178 302 946	204 177 946	4 375 200	46,67 F	1 010 674	202,02	6,69 %	7,40 %	7,23 %
<b>Reunion</b>	23 958 338	33 186 391	57 144 729	660 000	86,58 F	99 675	573,31	1,87 %	1,12 %	0,71 %
<b>Rhône-Alpes</b>	83 278 349	193 766 093	277 044 442	5 488 600	50,48 F	1 690 371	163,90	9,08 %	9,28 %	12,10 %
<b>TOTAL</b>	<b>696 216 511</b>	<b>2 354 402 216</b>	<b>3 050 618 727</b>	<b>59 126 700</b>	<b>51,59 F</b>	<b>13 970 620</b>	<b>218,36</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

La prise en compte du poids démographique relatif de chaque territoire régional permet de montrer que :

- **plusieurs régions “sur financent”** le domaine sportif (au regard des nombres d’habitants et de licences).

Il s’agit :

- des départements d’Outre Mer (sauf la Martinique qui a divisé par deux son budget de 1992 et la Guyane) et de la Corse qui connaissent des situations politiques et économiques très particulières,
- des régions industrialisées du Nord et de l’Est de la France (De la Haute Normandie à l’Alsace),
- des régions du Sud : Midi-Pyrénées et surtout le Languedoc-Roussillon.

- **12 régions “sous financent”** le sport (au lieu de 9 en 1992).

- ce groupe est constitué des régions à dominante rurale, situées en bordure de l’Atlantique, au Centre et au Nord-Est de la France,
- les régions massives en termes démographiques et économiques : il s’agit de Rhône-Alpes, de la région P.A.C.A et de l’Ile de France qui comptent plutôt sur le caractère élevé de leur budget sportif nominal pour asseoir leur politique sportive.

- **La répartition est quasi proportionnelle dans quelques régions** (Basse Normandie, Midi-Pyrénées...).

Cette situation, pour être justifiée, nécessiterait des monographies très précises, peu compatibles avec une mesure macro-économique.

L’analyse comparée des dynamiques régionales en 1992 et en 1994 montre que les lignes de partage se précisent. A part quelques exceptions notables (Ile-de-France et Martinique) les positions acquises se renforcent.

# 3

## Les succès différentiels

### 3.1. La hiérarchie des subventions.

Le précédent rapport étudiait pour la première fois le financement local de 27 disciplines. Il soulignait l'inégale capacité des organisations sportives décentralisées à s'adresser aux collectivités et posait la question de "l'attractivité différentielle" des sports.

En 1993-1994, un vingt-huitième sport a été ajouté : le cyclisme. En effet, l'organisation de grandes manifestations (Tour de France, Paris-Roubaix, par exemple) paraît suffisamment attractive pour générer des financements importants. C'est effectivement le cas, puisque les collectivités locales ont versé plus de 73 millions de francs aux organisations cyclistes soit 2,85 % du total des subventions, ce qui place le cyclisme en septième place. Pour garantir l'exactitude des comparaisons dynamiques, cette activité a été retirée des tableaux. Elle sera réintroduite dans l'analyse statique des données 1994.

Relevons d'abord la proportion élevée du total "non réparti" (13 %). Certaines collectivités locales versent des subventions globales à un Office Municipal des Sports (O.M.S.) ou à une association multisports qui se charge ensuite d'effectuer la ventilation entre les différentes disciplines, sans que la collectivité locale soit précisément informée !

Précisons aussi que le total "autres" qui couvre environ 80 disciplines<sup>20</sup>, ne recueille que 15 % des subventions totales. Cette modeste part est riche d'enseignements pour les créateurs de nouvelles pratiques. Disposer de subventions locales n'est pas aisé. Cela confirme aussi que la structure des subventions est très concentrée

---

#### 20

Globalement, la structure des subventions a peu évolué. La forte diminution de la somme des rubriques "autres" et "non réparti" (moins 10 points) permet à la quasi totalité des activités de voir leur part relative augmenter.

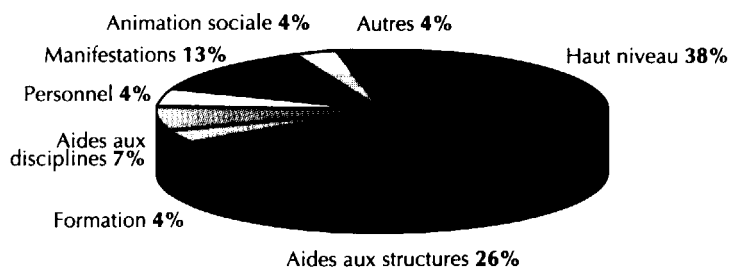
Seuls le football, largement en tête (moins 5 points), les sports de glace et le ski (les jeux d'Albertville s'éloignent) voient leur part relative diminuer de manière significative. Notons que le football (avec 37 % des subventions totales) et le tennis (3 % seulement des subventions) obtiennent des financements extrêmement différents alors que leur niveau de développement socio-économique est relativement similaire (nombres de licenciés et de clubs très élevés, médiatisation, professionnalisation...).

<sup>20</sup> - 108 fédérations sportives sont reconnues officiellement par le ministère de la Jeunesse et des Sports en 1994.

Discipline	1992	1993	1994
Baseball	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Basket-ball	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Boxe	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Hand-Ball	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Artistic Gymnastics	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Figure Skating	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Volley	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Water Polo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Yachting	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Canoe/Kayak	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Swimming	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Rowing	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Cycling	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Tennis de Table	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Chess	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Card Games	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Go	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Uttari	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Pétanque	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Cricket	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Rugby	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Badminton	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Table Tennis	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Archery	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Shooting	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Weightlifting	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Wrestling	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Judo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Sambo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Boxing	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Weightlifting	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Wrestling	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Judo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Sambo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Boxing	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Weightlifting	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Wrestling	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Judo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Sambo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Boxing	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Weightlifting	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Wrestling	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Judo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Sambo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Boxing	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Weightlifting	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Wrestling	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Judo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Sambo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Boxing	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Weightlifting	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Wrestling	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Judo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Sambo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Boxing	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Weightlifting	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Wrestling	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Judo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Sambo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Boxing	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Weightlifting	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Wrestling	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Judo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Sambo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Boxing	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Weightlifting	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Wrestling	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Judo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Sambo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Boxing	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Weightlifting	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Wrestling	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Judo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Sambo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Boxing	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Weightlifting	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Wrestling	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Judo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Sambo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Boxing	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Weightlifting	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Wrestling	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Judo	1.00 %	1.00 %	1.00 %
Sambo	1.00 %	1.00 %	1.00 %

## 3.2. L'utilisation des subventions.

Document n° 13 : la structure des subventions (en 1994)



Comme en 1992, les subventions de l'ensemble des collectivités locales s'orientent en priorité vers le **"haut niveau"** <sup>21</sup> (38 % en 1994 contre 36,45 % en 1992) auxquelles on pourrait ajouter le soutien aux **manifestations sportives** (12,86 %) qui pour une large part sont des compétitions de haut niveau. Le **"haut niveau"** (plus d'un milliard en 1994) et les manifestations restent particulièrement attractifs, ils continuent de progresser avec respectivement **+13,5 %** et **+4 %** entre 1992 et 1994.

Sont principalement concernés les sports collectifs.

Document n° 14 : la part relative du haut niveau et des manifestations dans les subventions versées par les collectivités locales en 1994

Disciplines	Haut niveau	Manifestations	Total
Sports de glace	69,13 %	5,14 %	74,27 %
Basket-Ball	70,23 %	2,58 %	72,81 %
Football	67,35 %	3,01 %	70,37 %
Cyclisme	17,32 %	50,82 %	68,14 %
Rugby	59,59 %	4,22 %	63,81 %
Volley-Ball	57,21 %	6,28 %	63,49 %
Hand-Ball	57,93 %	4,23 %	62,16 %
Athlétisme	20,44 %	36,50 %	56,94 %
Pétanque	3,79 %	49,24 %	53,03 %
Equitation	3,91 %	46,49 %	50,40 %

21 - Défini ici comme regroupant les pratiques qui se déroulent à un niveau national (quelque soit la division) ou international. Cette définition est arbitraire (donc contestable) mais a le mérite d'une part d'homogénéiser les réponses des collectivités locales et d'autre part de concerner les pratiques quasi-professionnelles.



A noter qu'une dizaine d'activités peu concernées par le haut niveau local (en terme de subvention) reçoivent une part importante pour l'organisation de manifestations. C'est le cas notamment de la pétanque et de l'équitation.

Les subventions destinées à "**l'animation sociale**" des quartiers urbains augmentent de plus de **87 %** entre 1993 et 1994 même si le montant total reste modeste : 48,5 millions de francs en 1993, 91 en 1994. Cela leur permet de représenter 3,65 % des subventions en 1994 contre 1,8 % en 1992. A noter la première place de l'U.F.O.L.E.P. - Union Française des Œuvres Laïques d'Éducation Physique - avec 10,93 % des subventions reçues.

### **Les autres postes connaissent des réductions affirmées,**

- **-6,7 %** pour les subventions accordées aux **structures**<sup>22</sup> du mouvement sportif. Ce financement du soutien à l'activité organisée du "plus grand nombre" concerne essentiellement les activités qui n'ont pas de secteur de haut niveau véritablement développé. C'est le cas notamment de la F.S.C.F. - Fédération Sportive et Culturelle de France - (63,47 %), de l'E.P.G.V. - Education Physique et Gymnastique Volontaire - (61,3 %), des fédérations scolaires (U.G.S.E.L. - Union Générale Sportive de l'Enseignement Libre - avec 61,74 %, U.N.S.S. - Union Nationale du Sport Scolaire - avec 54,61 % et l'U.S.E.P. - Union Sportive de l'Enseignement du Premier Degré - avec 52,04 %). A noter, la forte réduction des crédits en provenance des conseils régionaux (près de - 60 %)
- **-12,7 %** pour les dépenses de **formation**<sup>23</sup> (90 millions de francs en 1994). La F.S.G.T. - Fédération Sportive et Gymnique du Travail - se fait notamment remarquer dans ce domaine (13 % des subventions reçues), suivie par les fédérations de Judo (7,75 %) et de Canoë-kayak (5,41 %) et par la F.S.C.F. (7,06 %).
- **-38 %** pour **l'aide aux disciplines**<sup>24</sup>. A noter l'importance des classes de neige (près de 39 % des subventions reçues par les organisations de ski, les 21 % des dispositifs d'apprentissage de la natation, et la part importante de la F.S.C.F. (20,57 %) et de l'E.P.G.V. (20,02 %) et encore des fédérations scolaires (environ 20 %).
- **-5,4 %** pour les dépenses de **personnel affecté** à une activité sportive spécifique<sup>25</sup>.

<sup>22</sup> - Accordées aux organisations sportives - clubs, comités départementaux, ligues régionales ou associations de jeunes, de quartiers... - <sup>23</sup> - des dirigeants et des pratiquants. <sup>24</sup> - Soutien accordé aux initiatives de développement de la pratique "de masse". <sup>25</sup> - Cette réduction est à rapporter à l'augmentation de +15% des dépenses de personnel non affecté à une activité sportive spécifique.

Sports	Nombre de licences	%	Subventions des Coll. Locales*	%	Subventions du Min. Jeun. et Sports*	%
<b>Football</b>	1 961 794	17,42 %	649 011 628	36,69 %	28 641 833	11,04 %
<b>Basket-Ball</b>	454 729	4,04 %	227 708 851	12,87 %	10 800 000	4,16 %
<b>Rugby</b>	248 079	2,20 %	123 516 123	6,98 %	5 900 000	2,27 %
<b>Hand-ball</b>	205 241	1,82 %	112 306 953	6,35 %	15 032 000	5,79 %
<b>Athlétisme</b>	142 853	1,27 %	92 983 450	5,26 %	23 450 000	9,03 %
<b>Natation</b>	159 767	1,42 %	75 461 868	4,27 %	18 900 000	7,28 %
<b>Voile</b>	203 296	1,81 %	67 146 244	3,80 %	18 649 000	7,19 %
<b>Volley-Ball</b>	90 431	0,80 %	56 978 704	3,22 %	10 900 000	4,20 %
<b>Tennis</b>	1 148 683	10,20 %	52 803 519	2,98 %	5 200 000	2,00 %
<b>Gymnastique</b>	167 200	1,48 %	47 866 840	2,71 %	12 388 800	4,77 %
<b>Sports de glace</b>	34 776	0,31 %	44 508 009	2,52 %	17 730 000	6,83 %
<b>Judo</b>	450 067	4,00 %	34 114 279	1,93 %	16 010 000	6,17 %
<b>Equitation</b>	299 003	2,66 %	33 878 757	1,91 %	9 480 000	3,65 %
<b>Tennis de Table</b>	144 559	1,28 %	25 146 200	1,42 %	7 560 000	2,91 %
<b>UNSS</b>	853 401	7,58 %	19 611 374	1,11 %	4 700 000	1,81 %
<b>Canoë-kayak</b>	89 188	0,79 %	19 037 804	1,08 %	13 200 000	5,09 %
<b>Ski</b>	531 399	4,72 %	19 018 327	1,08 %	19 565 000	7,54 %
<b>USEP</b>	910 090	8,08 %	13 411 051	0,76 %	620 000	0,24 %
<b>Pétanque</b>	581 460	5,16 %	13 197 525	0,75 %	530 000	0,20 %
<b>Golf</b>	228 066	2,03 %	8 855 510	0,50 %	4 450 000	1,71 %
<b>Karaté</b>	177 956	1,58 %	7 479 928	0,42 %	3 720 000	1,43 %
<b>Randonnée</b>	268 914	2,39 %	7 084 492	0,40 %	1 124 000	0,43 %
<b>UFOLEP</b>	358 891	3,19 %	6 176 539	0,35 %	3 235 000	1,25 %
<b>FSGT</b>	275 724	2,45 %	4 050 987	0,23 %	2 300 000	0,89 %
<b>UGSEL</b>	723 164	6,42 %	3 266 673	0,18 %	910 000	0,35 %
<b>Sp &amp; Cult de FR</b>	193 595	1,72 %	2 779 638	0,16 %	3 175 000	1,22 %
<b>EPGV</b>	359 297	3,19 %	1 742 506	0,10 %	1 380 000	0,53 %
<b>TOTAL</b>	<b>11 261 623</b>	<b>100,00 %</b>	<b>1 769 143 780</b>	<b>100,00 %</b>	<b>259 550 633</b>	<b>100,00 %</b>

(\*) en francs

### 3.3. Financement d'État et des collectivités locales.

Afin de comparer les deux sources de financement (collectivités locales et ministère de la Jeunesse et des Sports), nous avons ramené<sup>26</sup> la structure des subventions ministérielles aux 27 fédérations concernées par l'enquête en 1992. Les subventions des collectivités locales étant 6,7 fois supérieures à celle du Ministère

de la Jeunesse et des Sports, (5,5 en 1992) la comparaison ne peut se faire qu'en terme de proportion et de position dans le classement. Trois groupes d'activités apparaissent :

- **les pratiques plus aidées par les collectivités locales que par l'État** : on trouve les 3 activités les plus subventionnées (en masse) par les collectivités locales. Ainsi, le football reçoit 37 % des subventions des collectivités locales contre 11 % des subventions ministérielles. Le basket-ball est classé en seconde position des subventions des collectivités locales mais est seulement douzième dans le classement ministériel (13 % contre 4 %). Le rugby, troisième pour les collectivités, devient quinzième pour le ministère de la Jeunesse et des Sports. A noter qu'il s'agit de pratiques massives (en terme de licences), spectaculaires et porteuses d'enjeux économiques puissants.
- **Les pratiques plus aidées par l'État que par les collectivités** : dix activités composent ce groupe : il s'agit exclusivement de sports olympiques. Le ski, (au dix-septième rang des financements des collectivités avec 1,1 % du total) est propulsé au second rang dans le classement ministériel avec 9,1 % du total.
- **Les pratiques également traitées** : ce groupe compte les autres activités, elles sont, en général, peu subventionnées.

### 3.4. Financement d'État et nombre de licences.

La situation, en l'occurrence très contrastée, du football (37 % des subventions pour 17 % des licences) et du tennis (3 % des subventions pour 10 % des licences) déstabilise la structure des subventions. Cela confirme que les décisions de subventionner sont largement déconnectées de la structure du mouvement sportif. Cela pourrait laisser entendre que d'autres paramètres, que le simple nombre de licences, sont pris en compte. En fait, on peut penser que la diversité des situations et la priorité accordée au football empêchent une répartition rationnelle des subventions.

Ces données posent une nouvelle fois la question de la capacité des fédérations sportives à activer, à motiver leurs échelons territoriaux. Pour autant, investir dans la formation des dirigeants, construire des argumentaires de négociation... pourraient se révéler des investissements très productifs, susceptibles de générer des subventions plus massives.

Évidemment, les images respectives des disciplines et de leurs organisations sont-elles aussi largement explicatives de ces inégalités.

26 - Les calculs du pourcentage ministériel ont été réalisés à partir de la somme des subventions accordées aux 27 fédérations.

# 4

## Conclusion

*les politiques sportives  
des collectivités locales  
sont devenues résiduelles.*

## Poursuivre et affiner l'observation des flux financiers.

Les études<sup>27</sup> menées depuis cinq ans ont permis d'identifier et d'évaluer (au sens économique de donner une valeur) les différents flux financiers qui constituent la trame structurelle du système sportif français. Elles ont aussi permis de mieux appréhender la diversité des situations et des politiques sportives.

Mais c'est dans cette période de recomposition du système sportif que l'observation devient encore plus utile. Les incertitudes liées aux réglementations européennes (réduction des financements publics destinés aux structures professionnelles, normalisation des équipements sportifs...), au changement du système comptable des collectivités locales et surtout à la montée de l'intercommunalité incitent à la mesure précise et durable des financements du sport.

Ainsi, sans être une idée nouvelle, l'intercommunalité connaît une forte croissance depuis ces dernières années. Même si elle revêt des formes variées, elle traduit un renforcement des solidarités locales. On compte aujourd'hui plus de 19 000 syndicats de communes<sup>28</sup> dont certains (mais combien ?) participent à la gestion du système sportif. Dans ce cadre, la Loi du 6 février 1992 a créé les communautés de communes (elles lèvent une fiscalité additionnelle) et les communautés de villes (elles perçoivent la taxe professionnelle) qui sont venus grossir les rangs des établissements intercommunaux.

Au moment où les moyens mobilisés par les collectivités locales traditionnelles se réduisent, il serait judicieux d'observer précisément les financements sportifs intercommunaux au moins en ce qui concerne les 1 234 établissements qui représentent près de la moitié de la population française. A noter qu'une récente enquête menée conjointement par le C.N.R.S. et l'Université de Montpellier montrait que les groupements de communes représentaient environ 20 % des investissements réalisés par la totalité des collectivités locales.

### Document n° 16 : les établissements intercommunaux

Catégories de groupements	Nombre	Population concernée
Communautés urbaines	10	4 424 720
Syndicats d'agglomérations nouvelles	9	739 711
Districts et communautés de communes	1 169	20 308 914
Communautés de villes	46	2 488 730
<b>Total</b>	<b>1 234</b>	<b>27 962 075</b>

(au 1<sup>er</sup> janvier 1995)

27 - Dans le cadre du Ministère de la Jeunesse et des Sports. 28 - Cf. Michel THENAUT : "La coopération intercommunale : des réalités très différentes" in Epargne et Finance n°2 - 1996 - M. THENAUT est Directeur de la DGCL au Ministère de l'Intérieur.

## Formaliser les politiques sportives en clarifiant les compétences des collectivités locales.

Ce mouvement de rationalisation concerne aussi les collectivités locales qui doivent s'engager dans une véritable **formalisation de leurs politiques sportives**. Évidemment, les conseils régionaux et généraux, dont l'implication dans la gestion du système sportif est encore bien récente (moins de 15 ans pour les plus actifs), doivent stabiliser leurs choix budgétaires. Rappelons que bon nombre d'entre eux n'ont pas de service administratif exclusivement chargé de cette question. Mais cette indispensable consolidation des politiques sportives, si elle passe par la définition d'objectifs à moyen et long termes, la création de cellules spécifiques regroupant des personnels expérimentés, la mise en oeuvre de procédures administratives performantes et adaptées, exige préalablement une double clarification des compétences : d'une part entre les différents niveaux de collectivités, en prenant en compte les structures intercommunales, et d'autre part entre l'État et les collectivités locales.

## Mobiliser les énergies du système sportif.

Abandonnant leurs certitudes des années 70 et 80, de nombreux décideurs ont pris conscience de la grande versatilité des goûts et des pratiques sportives<sup>29</sup>. Ces mouvements, chaotiques, difficiles à maîtriser et à anticiper s'inscrivent dans un contexte général de stabilisation des pratiques sportives<sup>30</sup>, même si le succès, souvent éphémère de quelques activités, et la recherche de nouvelles cibles (les "jeunes retraités" ou encore les enfants de 0 à 6 ans) contribuent à le masquer, au moins provisoirement. Ils bloquent, d'une certaine manière, les politiques sportives qui sont déjà limitées par les contraintes financières. Ce **désarroi collectif** gagne du terrain, encouragé qu'il est par les déclarations tonitruantes de certains élus de grandes villes, largement impliquées dans le sport de haut niveau, et désireux de revoir leurs investissements à la baisse.

Si la **part consacrée au sport de haut niveau** (subventions, organisation d'événements...) est très élevée et continue de progresser, on peut isoler plusieurs facteurs émergents, qui à terme pourraient renverser cette tendance<sup>31</sup>. Au delà des intentions du législateur, on peut considérer que l'ancrage local du sport de haut niveau (surtout s'il est professionnel) est quelque peu malmené, par des fusions de clubs (Pau-Orthez en basket-ball) et par la montée en puissance de conseils généraux (Football Club de Nantes-Atlantique ou Montpellier-Hérault par exemple). **A vouloir être davantage le club d'un département, il sera peut-être moins celui de la commune**. Sans parler de la possibilité de voir naître (comme en Italie) des structures sportives privées, déconnectées des contextes et des responsables locaux, et participant uniquement à des compétitions européennes<sup>32</sup>. Évidemment la progression, même si elle semble mieux maîtrisée en football, des budgets nécessaires pour bien figurer incite déjà les collectivités à réduire leur participation directe.

<sup>29</sup> - Christian POCIELLO : "Structure et évolution des loisirs sportifs dans la société française (1975-1995)", Rapport d'étude au Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports, 1989. <sup>30</sup> - Cette hypothèse est largement développée in Dominique CHARRIER : "The sporting system : between certainties and uncertainties", in European Journal of Sport Management - A paraître en 1997. <sup>31</sup> - Cf. Dominique CHARRIER : "Le financement du sport par les collectivités locales : enjeux sportifs, économiques et politiques" - Actes des rencontres "Villes-Management" (Biarritz) - Ouvrage collectif sous la direction du Professeur Robert LE DUFF - Presses Universitaires de Pau - 1997. <sup>32</sup> - La Champion's League préfigure du championnat d'Europe des clubs de football.

Ces décisions, annoncées à grand renfort de publicité par certaines villes, ne sont pas appréciées par les supporters et ils le font savoir mais paraissent approuvées silencieusement par la majorité des électeurs (non supporters) qui ont réélus ces maires lors des dernières élections municipales. Il n'y a donc pas d'obstacle électoral si la décision est justifiée par la volonté de dépenser "plus utilement" les deniers publics.

Finalement, tous ces éléments posent d'une certaine manière, la redoutable question de la "rentabilité" du sport. Définir une politique sportive, c'est investir, c'est donc attendre un "retour sur investissement" qu'il soit économique (en terme d'emplois créés sur le territoire local par exemple), social (en évitant par exemple, l'explosion des quartiers urbains en difficulté), politique (en terme d'image) ou les trois à la fois.

**Tout se passe comme si la rentabilité induite par le système sportif était inférieure à celle espérée dans d'autres domaines** (la Culture par exemple), à l'image plus "lisse", moins marquée par les scandales, les affaires de dopage, de violence, de corruption ; moins coûteux ou tout simplement nouveau.

En tout cas, le caractère "**résiduel**" des politiques sportives doit interroger le mouvement sportif. Alors qu'il a largement occulté la stabilisation voire la réduction de la diffusion des pratiques sportives et la montée des concurrences, la réduction brutale mais certainement durable des moyens financiers mobilisables lui fera-t-il prendre conscience de sa vulnérabilité ?

Sera-t-il capable de s'organiser à tous les niveaux territoriaux pour convaincre les collectivités locales ? Cela passe certainement par des choix stratégiques (devenir réellement prestataire de services sportifs par exemple, restaurer l'éthique sportive...), par une mobilisation durable des énergies et inévitablement par la "montée des compétences".

# 5

## Annexes



## Quelques ouvrages pour aller plus loin...

- **Jean Paul CALLEDE** et **Michel DANE** : *“Sociologie des politiques sportives locales”* - Editions de la Maison des Sciences de l’Homme d’Aquitaine - 1991.
- **Pierre ARNAUD** : *“Pour une histoire des politiques sportives municipales, le sport et la ville”* - Spirales n° 5 - 1992.
- **Dominique CHARRIER** : *“Le financement du sport par les conseils régionaux et généraux”* - Données 1991 - Rapport du Ministère de la Jeunesse et des Sports - 1993.
- **Jean Paul CLEMENT** - **Jacques DEFRANCE** et **Christian POCIELLO** : *“Sport et pouvoirs au XXe siècle”* - Presses Universitaires de Grenoble - 1994.
- **Dominique CHARRIER** : *“Le financement du sport par les collectivités locales - Données 1992”* - Rapport du Ministère de la Jeunesse et des Sports - 1995.
- **Gérard BASLE** : *“La double notion d’équipements structurants, dynamique spatiale et dynamique sociale des équipements sportifs”* - Colloque Réhabiliter les équipements publics - Montpellier - CNEPT - AIVF - 1996.
- **Patrick BAYEUX** : *“Le sport et les collectivités locales”* - Que sais-je ? n° 3198 - Presses Universitaires de France - 1996.
- **Dominique CHARRIER** : *“Le financement du sport par les collectivités locales”* - Revue E.N.A Mensuel (revue des anciens élèves de l’E.N.A) - 1997.
- **Dominique CHARRIER** : *“Le financement du sport par les collectivités locales : enjeux sportifs, économiques et politiques”* - Ouvrage collectif sous la direction du Professeur Robert LE DUFF - Presses Universitaire de Pau - 1997.

### Communes

Agen - Aix en Provence - Ajaccio - Alençon - Alès - Arles - Asnières - Athis Mons - Auch - Aulnay sous Bois - Bagneux - Bagnolet - Bastia - Beauvais - Bègles - Besançon - Bezons - Boulogne-Billancourt - Boulogne sur Mer - Brétigny sur Orge - Cahors - Cambrai - Cannes - Carpentras - Castres - Cayenne - Cenon - Cergy-Champigny sur Marne - Champs sur Marne - Chartres - Chatenay Malabry - Chatillon - Cherbourg - Clamart - Clichy sous Bois - Combs la Ville - Dax - Décines-Charpieu - Draveil - Dunkerque - Elancourt - Epinay sur Seine - Ermont - Fécamp - Firminy - Fontaine - Fontenay sous Bois - Forbach - Fort de France - Fresnes - Gagny - Garges les Gonesse - Gennevilliers - Gonesse - Goussainville - Grande-Synthe - Grasse - Grigny - Haguenau - Hazebrouck - Herblay - Houilles - Hyères - Illkirch-Graffenstaden - Istres - Joué les Tours - La Courneuve - La Seyne sur Mer - Lambersart - Lanester - Le Blanc Mesnil - Le Gosier - Grand-Quevilly - Le Lamentin - Le Perreux sur Marne - Le Petit Quevilly - Le Plessis Robinson - Le Port - Le Tampon - Le Mans - Les Abymes - Levallois Perret - Lons Le Saunier - Loos - Lormont - Lunéville - Maisons-Laffitte - Marcq en Baroeul - Massy - Maubeuge - Menton - Meyzieu - Miramas - Mont Saint Aignan - Montauban - Montbéliard - Montgeron - Montigny le Bretonneux - Montpellier - Montrouge - Nanterre - Nîmes - Nogent sur Oise - Noisy le Grand - Noisy le Sec - Orly - Ouilins - Oyonnax - Palaiseau - Pantin - Pau - Perpignan - Pierrefitte sur Seine - Plaisir - Pointe à Pître - Poitiers - Pontault Combault - Pontoise - Puteaux - Reims - Rezé - Rillieux la Pape - Ris Orangis - Rochefort - Romainville - Romans sur Isère - Rosny sous Bois - Roubaix - Rueil Malmaison - Saint Martin d'Hères - Saint André - Saint Benoit - Saint Cloud - Saint Denis (Réunion) - Saint Dizier - Saint Etienne du Rouvray - Saint Joseph - Saint Leu - Saint Louis - Saint Martin - Saint Maur des Fossés - Saint Ouen - Saint Pierre - Saint Pol sur Mer - Saint Priest - Saint Raphaël - Saint Sébastien sur Loire - Sainte Geneviève des Bois - Sainte Marie - Salon de Provence - Sannois - Sarreguemines - Sartrouville - Sevrans - Sèvres - Sotteville lès Rouen - Suresnes - Tarbes - Thiais - Tourcoing - Troyes - Vandoeuvre lès Nancy - Vélizy Villacoublay - Vernon - Vichy - Vierzon - Vigneux sur Seine - Villemonble - Villeneuve le Roi - Villiers le Bel - Villiers sur Marne - Wattrelos

### Conseils généraux

Alpes de Hautes Provence - Ardennes - Aude - Charente - Corse du Sud - Creuse - Gironde - Guadeloupe - Haute Corse - Hauts de Seine - Loir et Cher - Loiret - Maine et Loire - Marne - Mayenne - Mayotte - Oise - Rhône - Saône et Loire - Seine et Marne

### Conseils régionaux

Basse Normandie - Corse - Martinique - Réunion - Rhône Alpes

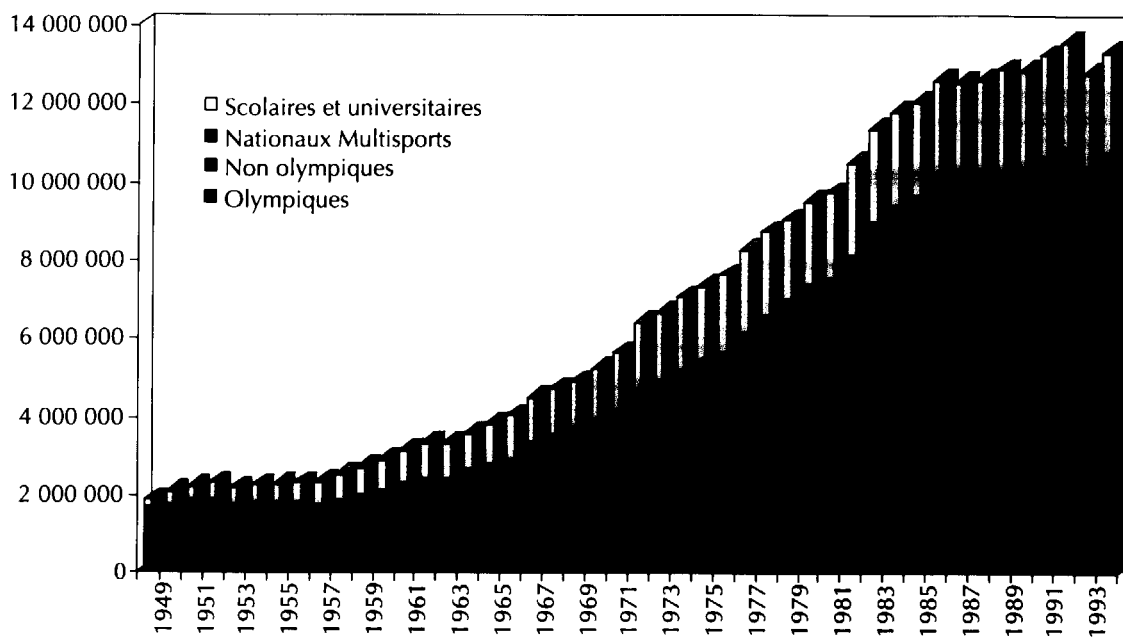
## Annexe 2 : répartition des subventions par sport (1993 )

1993	Haut niveau	Aide structures	Formation	Aides discipline	Personnel	Manifestations	Animation sociale	Autres
<b>Football</b>	72,35 %	14,33 %	4,16 %	2,30 %	1,47 %	3,42 %	1,26 %	0,72 %
<b>Autres</b>	14,61 %	37,79 %	1,61 %	4,20 %	2,41 %	29,95 %	3,91 %	5,51 %
<b>Non réparti</b>	6,81 %	30,76 %	6,76 %	10,92 %	2,15 %	17,34 %	6,21 %	19,06 %
<b>Basket-Ball</b>	69,11 %	19,93 %	3,12 %	1,59 %	2,68 %	2,57 %	0,29 %	0,70 %
<b>Rugby</b>	58,47 %	26,23 %	2,46 %	3,51 %	2,64 %	5,34 %	0,63 %	0,72 %
<b>Hand-Ball</b>	56,22 %	29,65 %	1,98 %	2,86 %	4,00 %	3,31 %	0,69 %	1,29 %
<b>Athlétisme</b>	19,26 %	26,20 %	2,18 %	3,77 %	5,23 %	39,00 %	0,70 %	3,66 %
<b>Natation</b>	18,08 %	32,24 %	2,20 %	19,25 %	18,67 %	6,70 %	0,54 %	2,33 %
<b>Cyclisme</b>	13,43 %	21,93 %	1,59 %	3,48 %	1,49 %	56,92 %	0,72 %	0,44 %
<b>Voile</b>	8,45 %	29,90 %	2,13 %	13,18 %	6,32 %	28,12 %	1,19 %	10,71 %
<b>Volley-Ball</b>	59,29 %	25,76 %	1,87 %	3,03 %	3,59 %	5,64 %	0,34 %	0,48 %
<b>Tennis</b>	12,72 %	42,13 %	2,16 %	11,16 %	6,60 %	23,29 %	1,17 %	0,78 %
<b>Gymnastique</b>	18,24 %	45,82 %	4,87 %	6,93 %	15,31 %	6,77 %	1,01 %	1,06 %
<b>Sports de glace</b>	65,91 %	18,62 %	1,68 %	3,20 %	2,96 %	6,98 %	0,19 %	0,45 %
<b>Judo</b>	19,49 %	46,89 %	5,20 %	9,07 %	7,27 %	9,85 %	1,45 %	0,78 %
<b>Equitation</b>	4,24 %	21,57 %	2,50 %	11,23 %	3,57 %	52,45 %	3,13 %	1,31 %
<b>Tennis de Table</b>	26,62 %	43,09 %	2,96 %	4,70 %	10,45 %	9,31 %	1,23 %	1,63 %
<b>UNSS</b>	0,65 %	59,02 %	3,32 %	13,36 %	-	23,14 %	0,27 %	0,24 %
<b>Ski</b>	8,97 %	27,21 %	2,29 %	37,92 %	5,83 %	12,63 %	0,79 %	4,36 %
<b>Canoë-Kayak</b>	29,50 %	34,74 %	5,81 %	5,32 %	8,62 %	10,15 %	3,60 %	2,26 %
<b>Pétanque</b>	3,88 %	38,86 %	1,30 %	5,56 %	1,53 %	47,07 %	0,76 %	1,05 %
<b>USEP</b>	0,10 %	54,93 %	2,96 %	16,20 %	11,30 %	12,11 %	1,80 %	0,60 %
<b>Randonnée</b>	37,60 %	40,36 %	2,36 %	6,30 %	1,33 %	10,28 %	1,73 %	0,05 %
<b>Golf</b>	6,25 %	40,44 %	0,56 %	9,73 %	17,94 %	24,16 %	0,92 %	-
<b>Karaté</b>	9,10 %	53,43 %	2,83 %	10,51 %	5,08 %	17,74 %	0,79 %	0,51 %
<b>UFOLEP</b>	0,60 %	41,91 %	2,77 %	17,46 %	21,67 %	13,30 %	0,21 %	2,09 %
<b>FSGT</b>	1,03 %	43,89 %	15,75 %	11,34 %	-	27,58 %	0,08 %	0,33 %
<b>UGSEL</b>	-	64,95 %	0,48 %	19,08 %	5,95 %	7,09 %	-	2,46 %
<b>Sp &amp; Cult de FR</b>	1,61 %	63,55 %	7,63 %	18,81 %	0,81 %	5,96 %	-	1,63 %
<b>EPGV</b>	6,36 %	48,15 %	4,90 %	19,73 %	5,31 %	13,12 %	0,41 %	2,04 %
<b>TOTAL</b>	<b>37,79 %</b>	<b>27,34 %</b>	<b>3,40 %</b>	<b>5,79 %</b>	<b>3,56 %</b>	<b>15,38 %</b>	<b>2,20 %</b>	<b>4,54 %</b>

## Document n° 15 : répartition des subventions par sport (1994)

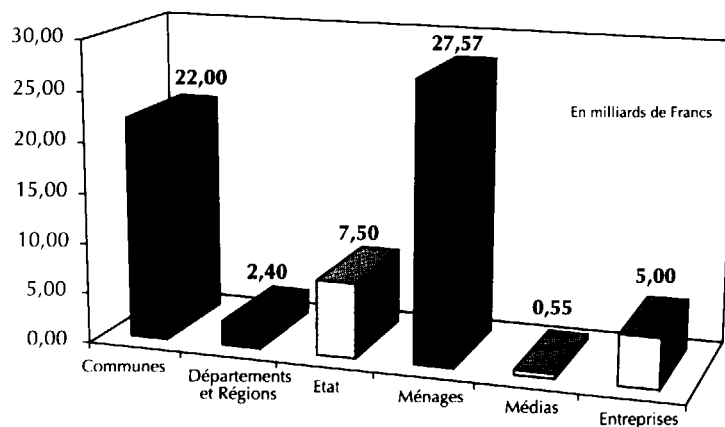
1994	Haut niveau	Aide structures	Formation	Aides discipline	Personnel	Manifestations	Animation sociale	Autres
<b>Football</b>	67,35 %	15,75 %	3,78 %	2,97 %	1,90 %	3,01 %	4,19 %	1,04 %
<b>Autres</b>	16,82 %	42,51 %	3,05 %	5,83 %	3,75 %	14,91 %	5,45 %	7,69 %
<b>Non réparti</b>	7,04 %	28,47 %	6,90 %	11,58 %	1,67 %	19,24 %	10,21 %	14,88 %
<b>Basket-Ball</b>	70,23 %	18,64 %	3,17 %	1,83 %	2,98 %	2,58 %	0,26 %	0,32 %
<b>Rugby</b>	59,59 %	24,60 %	3,14 %	3,98 %	2,73 %	4,22 %	1,09 %	0,64 %
<b>Hand-Ball</b>	57,93 %	26,89 %	1,95 %	4,10 %	3,23 %	4,23 %	0,64 %	1,02 %
<b>Athlétisme</b>	20,44 %	26,85 %	3,05 %	5,13 %	4,99 %	36,50 %	0,79 %	2,26 %
<b>Natation</b>	15,92 %	31,50 %	2,47 %	21,07 %	19,06 %	6,65 %	0,58 %	2,76 %
<b>Cyclisme</b>	17,32 %	22,74 %	1,77 %	4,00 %	1,77 %	50,82 %	0,60 %	0,99 %
<b>Voile</b>	7,44 %	22,11 %	2,44 %	12,51 %	4,53 %	38,60 %	1,35 %	11,02 %
<b>Volley-Ball</b>	57,21 %	25,50 %	1,93 %	3,38 %	4,29 %	6,28 %	0,95 %	0,46 %
<b>Tennis</b>	11,95 %	38,94 %	2,51 %	10,39 %	4,49 %	29,17 %	1,61 %	0,95 %
<b>Gymnastique</b>	18,16 %	46,84 %	4,61 %	7,38 %	12,25 %	8,99 %	1,06 %	0,70 %
<b>Sports de glace</b>	69,13 %	19,69 %	0,55 %	1,90 %	2,91 %	5,14 %	0,21 %	0,47 %
<b>Judo</b>	16,16 %	41,65 %	7,75 %	12,61 %	10,37 %	9,80 %	0,77 %	0,88 %
<b>Equitation</b>	3,91 %	18,17 %	3,72 %	14,58 %	5,03 %	46,49 %	2,50 %	5,60 %
<b>Tennis de Table</b>	25,92 %	42,31 %	4,04 %	6,52 %	9,18 %	9,23 %	1,19 %	1,60 %
<b>UNSS</b>	0,67 %	54,61 %	2,41 %	18,49 %	-	21,89 %	1,05 %	0,88 %
<b>Canoë-Kayak</b>	38,18 %	32,03 %	5,14 %	5,28 %	7,46 %	8,16 %	1,63 %	2,12 %
<b>Ski</b>	11,60 %	21,43 %	2,74 %	38,96 %	5,94 %	13,23 %	0,61 %	5,49 %
<b>USEP</b>	-	52,04 %	2,90 %	17,82 %	10,51 %	13,03 %	2,02 %	1,69 %
<b>Pétanque</b>	3,79 %	36,06 %	1,60 %	6,16 %	1,08 %	49,24 %	0,82 %	1,26 %
<b>Golf</b>	6,30 %	39,45 %	0,27 %	12,97 %	13,05 %	27,07 %	0,82 %	0,06 %
<b>Karaté</b>	13,59 %	48,90 %	2,58 %	11,02 %	7,01 %	14,96 %	0,84 %	1,11 %
<b>Randonnée</b>	10,37 %	59,71 %	1,18 %	14,82 %	3,00 %	7,44 %	3,42 %	0,07 %
<b>UFOLEP</b>	2,17 %	34,06 %	6,06 %	11,87 %	24,15 %	9,66 %	10,93 %	1,11 %
<b>FSGT</b>	9,74 %	47,04 %	13,04 %	5,14 %	0,35 %	24,22 %	0,19 %	0,28 %
<b>UGSEL</b>	0,88 %	61,74 %	0,45 %	21,68 %	5,41 %	7,52 %	-	2,31 %
<b>Sp &amp; Cult de FR</b>	2,00 %	63,47 %	7,06 %	20,57 %	4,26 %	1,60 %	0,35 %	0,70 %
<b>EPGV</b>	-	61,30 %	5,44 %	20,02 %	7,58 %	2,83 %	0,13 %	2,71 %
<b>TOTAL</b>	<b>38,03 %</b>	<b>27,14 %</b>	<b>3,69 %</b>	<b>6,63 %</b>	<b>3,78 %</b>	<b>12,86 %</b>	<b>3,65 %</b>	<b>4,22 %</b>

### Annexe 3 : licences sportives 1949-1994



### Annexe 4 : Structure du financement du sport (1990)

36



Source : Banque de données - Direction des Sports - Ministère de la Jeunesse et des Sports.

Annexe 5-1 : budgets sportifs des Conseils régionaux (1992-1994)

Conseils régionaux	Budget sportif 1992	Budget sportif 1993	Budget sportif 1994	93/92	94/93	94/92
<b>Alsace</b>	20 987 110	12 194 180	17 658 047	-41,90 %	44,81 %	-15,86 %
<b>Aquitaine</b>	21 348 000	24 762 600	36 348 766	15,99 %	46,79 %	70,27 %
<b>Auvergne</b>	15 499 706	14 393 396	18 048 420	-7,14 %	25,39 %	16,44 %
<b>Bourgogne</b>	14 540 579	13 022 200	11 937 000	-10,44 %	-8,33 %	-17,91 %
<b>Bretagne</b>	17 116 275	20 159 599	33 413 665	17,78 %	65,75 %	95,22 %
<b>Centre</b>	11 201 098	4 798 335	5 166 485	-57,16 %	7,67 %	-53,88 %
<b>Champagne-Ardenne</b>	19 720 800	13 210 500	29 907 080	-33,01 %	126,39 %	51,65 %
<b>Franche Comté</b>	16 960 000	10 498 680	12 016 000	-38,10 %	14,45 %	-29,15 %
<b>Guadeloupe CR</b>	27 561 504	9 728 912	11 182 542	-64,70 %	14,94 %	-59,43 %
<b>Guyane CR</b>	12 828 092	3 139 625	4 302 000	-75,53 %	37,02 %	-66,46 %
<b>Haute Normandie</b>	52 659 265	41 619 488	31 675 123	-20,96 %	-23,89 %	-39,85 %
<b>Ile-de-France</b>	79 200 000	48 485 601	34 021 596	-38,78 %	-29,83 %	-57,04 %
<b>Languedoc Roussillon</b>	99 080 000	97 450 000	41 618 000	-1,65 %	-57,29 %	-58,00 %
<b>Limousin</b>	2 353 091	6 843 638	9 477 710	190,84 %	38,49 %	302,78 %
<b>Lorraine</b>	9 285 677	9 866 711	15 200 994	6,26 %	54,06 %	63,70 %
<b>Midi-Pyrénées</b>	27 700 000	14 876 100	16 507 000	-46,30 %	10,96 %	-40,41 %
<b>Nord Pas de Calais</b>	69 517 230	62 789 644	129 590 354	-9,68 %	106,39 %	86,41 %
<b>Pays de la Loire</b>	27 457 302	12 882 707	12 843 735	-53,08 %	-0,30 %	-53,22 %
<b>Picardie</b>	77 150 425	64 354 700	56 092 218	-16,59 %	-12,84 %	-27,29 %
<b>Poitou-Charentes</b>	9 807 480	12 826 000	16 380 999	30,78 %	27,72 %	67,03 %
<b>Provence Alpes Cote d'Azur</b>	36 750 000	24 444 500	25 875 000	-33,48 %	5,85 %	-29,59 %
<b>TOTAUX des 21</b>	668 723 634	522 347 116	569 262 734	-21,89 %	8,98 %	-14,87 %
<b>Basse Normandie</b>	5 806 688	4 535 666	4 943 045	-21,89 %	8,98 %	-14,87 %
<b>Corse</b>	14 308 369	11 176 419	12 180 250	-21,89 %	8,98 %	-14,87 %
<b>Martinique</b>	3 046 980	2 380 028	2 593 795	-21,89 %	8,98 %	-14,87 %
<b>Réunion</b>	28 144 310	21 983 819	23 958 338	-21,89 %	8,98 %	-14,87 %
<b>Rhône-Alpes</b>	97 828 642	76 414 989	83 278 349	-21,89 %	8,98 %	-14,87 %
<b>TOTAUX des données ajustées</b>	817 858 623	638 838 036	696 216 512	-21,89 %	8,98 %	-14,87 %
<b>TOTAUX des données ajustées en francs constants 94</b>	848 413 821	649 059 445	696 216 512	-23,50 %	7,27 %	-17,94 %

- La ligne "Totaux des 21" correspond aux collectivités qui ont répondu pour les trois années.
- La ligne "Totaux des données ajustées" correspond aux collectivités qui ont répondu soit à l'enquête de 1992 soit à celle de 1993-1994.  
Les données manquantes ont été estimées sur la base du taux d'évolution moyen pondéré, elles sont signalées en italique.  
Cette estimation permet d'atténuer "**l'effet taux de réponse**". Les données de 1993 et de 1994 seront majorées de 22,30 %
- La ligne "Totaux des données ajustées Francs constants 1994" élimine "**l'effet inflation**". Les données de 1992 seront majorées de 3,736 %, celles de 1993 de 1,6 %

## Annexe 5-2 : budgets sportifs des Conseils généraux (1992-1994)

Conseils généraux	Budget sportif 1992	Budget sportif 1993	Budget sportif 1994	93/92	94/93	94/92
<b>Ain</b>	20 052 143	14 529 891	12 854 505	-27,54 %	-11,53 %	-35,89 %
<b>Aisne</b>	24 894 451	36 488 103	30 357 108	46,57 %	-16,80 %	21,94 %
<b>Allier</b>	4 866 482	4 792 000	4 586 200	-1,53 %	-4,29 %	-5,76 %
<b>Alpes-Maritimes</b>	9 405 000	3 885 000	13 295 000	-58,69 %	242,21 %	41,36 %
<b>Ardèche</b>	6 083 090	8 354 171	9 312 713	37,33 %	11,47 %	53,09 %
<b>Ariège</b>	6 409 104	1 435 500	2 076 200	-77,60 %	44,63 %	-67,61 %
<b>Aube</b>	7 981 259	8 056 246	5 963 019	0,94 %	-25,98 %	-25,29 %
<b>Aveyron</b>	6 233 271	6 013 277	5 727 553	-3,53 %	-4,75 %	-8,11 %
<b>Bas-Rhin</b>	50 754 669	66 153 129	93 338 741	30,34 %	41,09 %	83,90 %
<b>Bouches-du-Rhône</b>	9 782 000	57 508 218	79 847 465	487,90 %	38,85 %	716,27 %
<b>Calvados</b>	30 399 504	19 969 425	20 519 275	-34,31 %	2,75 %	-32,50 %
<b>Cantal</b>	8 246 942	2 180 150	3 065 110	-73,56 %	40,59 %	-62,83 %
<b>Charente-Maritime</b>	16 930 385	14 620 507	19 762 004	-13,64 %	35,17 %	16,73 %
<b>Cher</b>	14 806 300	7 771 296	6 597 818	-47,51 %	-15,10 %	-55,44 %
<b>Corrèze</b>	3 770 550	5 285 784	4 684 382	40,19 %	-11,38 %	24,24 %
<b>Côte d'Or</b>	17 377 502	19 471 745	13 564 857	12,05 %	-30,34 %	-21,94 %
<b>Côtes d'Armor</b>	18 943 486	26 036 785	31 526 397	37,44 %	21,08 %	66,42 %
<b>Deux-Sèvres</b>	4 658 090	4 481 837	4 502 754	-3,78 %	0,47 %	-3,33 %
<b>Dordogne</b>	27 608 238	12 994 092	10 739 055	-52,93 %	-17,35 %	-61,10 %
<b>Doubs</b>	15 146 445	18 222 105	21 589 178	20,31 %	18,48 %	42,54 %
<b>Drôme</b>	16 137 300	15 633 612	14 728 998	-3,12 %	-5,79 %	-8,73 %
<b>Essonne</b>	250 544 370	131 588 967	108 888 636	-47,48 %	-17,25 %	-56,54 %
<b>Eure</b>	23 220 611	22 176 656	23 654 930	-4,50 %	6,67 %	1,87 %
<b>Eure-et-Loir</b>	13 644 901	20 025 840	6 906 659	46,76 %	-65,51 %	-49,38 %
<b>Finistère</b>	29 352 000	29 862 000	27 982 000	1,74 %	-6,30 %	-4,67 %
<b>Gard</b>	61 045 590	36 983 280	46 152 321	-39,42 %	24,79 %	-24,40 %
<b>Gers</b>	6 552 896	5 549 112	5 823 318	-15,32 %	4,94 %	-11,13 %
<b>Guyane</b>	1 037 170	855 977	1 177 712	-17,47 %	37,59 %	13,55 %
<b>Haut-Rhin</b>	54 554 799	31 504 950	35 891 760	-42,25 %	13,92 %	-34,21 %
<b>Haute-Loire</b>	5 115 360	4 454 933	4 241 520	-12,91 %	-4,79 %	-17,08 %
<b>Haute-Garonne</b>	57 846 537	76 229 717	81 646 161	31,78 %	7,11 %	41,14 %
<b>Haute-Marne</b>	12 459 080	9 583 376	11 863 141	-23,08 %	23,79 %	-4,78 %
<b>Haute-Saône</b>	7 220 854	5 631 086	4 733 896	-22,02 %	-15,93 %	-34,44 %
<b>Haute-Savoie</b>	24 221 797	15 675 105	15 090 214	-35,29 %	-3,73 %	-37,70 %
<b>Haute-Vienne</b>	24 428 041	21 518 108	24 865 385	-11,91 %	15,56 %	1,79 %
<b>Hautes-Alpes</b>	4 363 297	8 284 306	9 352 717	89,86 %	12,90 %	114,35 %
<b>Hautes-Pyrénées</b>	4 042 165	8 921 849	5 006 965	120,72 %	-43,88 %	23,87 %
<b>Hérault</b>	55 076 626	56 347 975	56 240 776	2,31 %	-0,19 %	2,11 %
<b>Ille-et-Vilaine</b>	27 536 321	22 852 949	27 692 490	-17,01 %	21,18 %	0,57 %
<b>Indre</b>	9 672 699	8 789 042	8 472 954	-9,14 %	-3,60 %	-12,40 %
<b>Indre et Loire</b>	7 808 933	7 625 431	9 991 075	-2,35 %	31,02 %	27,94 %
<b>Isère</b>	45 462 100	42 795 000	40 292 640	-5,87 %	-5,85 %	-11,37 %
<b>Jura</b>	4 464 755	16 354 028	11 626 830	266,29 %	-28,91 %	160,41 %
<b>Landes</b>	4 666 044	8 752 692	9 808 795	87,58 %	12,07 %	110,22 %
<b>Loire</b>	24 286 676	30 557 169	23 336 830	25,82 %	-23,63 %	-3,91 %
<b>Loire Atlantique</b>	77 395 581	39 518 548	37 952 983	-48,94 %	-3,96 %	-50,96 %

Conseils généraux	Budget sportif 1992	Budget sportif 1993	Budget sportif 1994	93/92	94/93	94/92
<b>Lot</b>	6 939 085	4 112 043	4 226 340	-40,74 %	2,78 %	-39,09 %
<b>Lot et Garonne</b>	7 736 170	6 142 264	6 860 401	-20,60 %	11,69 %	-11,32 %
<b>Lozère</b>	3 760 105	2 768 029	4 899 985	-26,38 %	77,02 %	30,32 %
<b>Manche</b>	25 784 387	14 894 105	17 529 608	-42,24 %	17,69 %	-32,01 %
<b>Martinique</b>	30 219 396	15 257 639	11 765 378	-49,51 %	-22,89 %	-61,07 %
<b>Meurthe et Moselle</b>	21 827 429	19 790 323	16 674 790	-9,33 %	-15,74 %	-23,61 %
<b>Meuse</b>	7 168 687	14 301 234	11 358 202	99,50 %	-20,58 %	58,44 %
<b>Morbihan</b>	16 086 064	14 970 230	14 117 310	-6,94 %	-5,70 %	-12,24 %
<b>Moselle</b>	72 420 270	60 307 713	63 596 258	-16,73 %	5,45 %	-12,18 %
<b>Nièvre</b>	5 100 000	4 807 200	4 960 836	-5,74 %	3,20 %	-2,73 %
<b>Nord</b>	79 413 987	55 449 811	53 995 155	-30,18 %	-2,62 %	-32,01 %
<b>Orne</b>	7 825 607	8 233 307	8 406 054	5,21 %	2,10 %	7,42 %
<b>Pas-de-Calais</b>	63 068 711	52 050 633	51 328 572	-17,47 %	-1,39 %	-18,61 %
<b>Puy-de-Dôme</b>	9 384 075	8 813 756	9 994 116	-6,08 %	13,39 %	6,50 %
<b>Pyrénées Orientales</b>	8 013 987	5 409 877	6 958 455	-32,49 %	28,63 %	-13,17 %
<b>Pyrénées-Atlantiques</b>	13 814 640	15 205 572	15 625 538	10,07 %	2,76 %	13,11 %
<b>Réunion</b>	33 600 000	27 901 200	33 186 391	-16,96 %	18,94 %	-1,23 %
<b>Sarthe</b>	14 935 522	26 221 147	20 203 019	75,56 %	-22,95 %	35,27 %
<b>Savoie</b>	22 670 897	17 674 896	22 187 466	-22,04 %	25,53 %	-2,13 %
<b>Seine Saint-Denis</b>	101 425 907	28 340 622	73 922 376	-72,06 %	160,84 %	-27,12 %
<b>Seine-Maritime</b>	58 710 835	64 520 386	56 239 991	9,90 %	-12,83 %	-4,21 %
<b>Somme</b>	30 621 843	50 299 790	72 351 847	64,26 %	43,84 %	136,28 %
<b>Tarn</b>	14 190 820	11 999 103	14 320 844	-15,44 %	19,35 %	0,92 %
<b>Tarn et Garonne</b>	10 890 706	8 988 104	14 750 415	-17,47 %	64,11 %	35,44 %
<b>Territoire de Belfort</b>	6 100 387	8 157 708	3 313 000	33,72 %	-59,39 %	-45,69 %
<b>Val de Marne</b>	68 352 755	56 411 557	67 539 923	-17,47 %	19,73 %	-1,19 %
<b>Val d'Oise</b>	54 707 435	65 412 766	84 201 471	19,57 %	28,72 %	53,91 %
<b>Var</b>	65 491 532	48 866 866	45 133 813	-25,38 %	-7,64 %	-31,08 %
<b>Vaucluse</b>	14 600 645	20 709 174	23 502 296	41,84 %	13,49 %	60,97 %
<b>Vendée</b>	20 814 380	17 180 500	14 964 300	-17,46 %	-12,90 %	-28,11 %
<b>Vienne</b>	10 310 471	10 286 307	10 789 083	-0,23 %	4,89 %	4,64 %
<b>Vosges</b>	17 400 000	18 035 400	25 160 000	3,65 %	39,50 %	44,60 %
<b>Yonne</b>	9 924 529	9 225 745	13 314 407	-7,04 %	44,32 %	34,16 %
<b>Yvelines</b>	146 714 186	36 675 310	32 019 498	-75,00 %	-12,69 %	-78,18 %
<b>TOTAUX des 81</b>	2 236 530 864	1 845 741 286	1 976 728 178	-17,47 %	7,10 %	-11,62 %
<b>Alpes de Haute-Provence</b>	8 113 684	6 696 223	7 171 655	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
<b>Ardennes</b>	21 661 098	17 876 904	19 146 164	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
<b>Aude</b>	8 543 843	7 051 234	7 551 871	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
<b>Charente</b>	9 560 100	7 889 951	8 450 137	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
<b>Corse du Sud</b>	8 419 000	6 948 201	7 441 523	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
<b>Creuse</b>	2 228 275	1 838 995	1 969 564	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
<b>Gironde</b>	65 187 803	53 799 494	57 619 258	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
<b>Guadeloupe</b>	36 440 583	30 074 413	32 209 696	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
<b>Haute Corse</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Hauts-de-Seine</b>	61 634 871	50 867 259	54 478 834	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
<b>Loir-et-Cher</b>	8 179 143	6 750 247	7 229 514	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
<b>Loiret</b>	33 575 550	27 709 901	29 677 304	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
<b>Maine et Loire</b>	12 807 441	10 569 981	11 320 450	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %



Conseils généraux	Budget sportif 1992	Budget sportif 1993	Budget sportif 1994	93/92	94/93	94/92
Marne	18 868 392	15 572 084	16 677 702	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
Mayenne	9 695 085	8 001 354	8 569 450	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
Mayotte	5 463 000	4 508 614	4 828 725	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
Oise	37 356 934	30 830 678	33 019 656	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
Rhône	63 313 680	52 252 780	55 962 727	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
Saône et Loire	21 697 717	17 907 126	19 178 532	-17,47 %	7,10 %	-11,61 %
Seine et Marne	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAUX des données ajustées</b>	2 669 277 063	2 202 886 724	2 359 230 942	-17,47 %	7,10 %	-11,62 %
<b>TOTAUX des données ajustées</b>						
<b>en francs constants 94</b>	2 769 001 255	2 238 132 912	2 359 230 942	-19,17 %	5,41 %	-14,80 %

- La ligne "Totaux des 81" correspond aux collectivités qui ont répondu pour les trois années auxquels ont été ajoutés les 4 départements ayant répondu en 1993 et 1994. Les données 1992 ont été estimées à partir du taux d'accroissement moyen pondéré des départements ayant répondu les trois années.
- La ligne "Totaux des données ajustées" correspond aux collectivités qui ont répondu à l'enquête de 1992 mais pas à celles de 1993 et de 1994.  
Les données manquantes ont été estimées sur la base du taux d'évolution moyen pondéré, elles sont signalées en italique.
- Cette estimation permet d'atténuer "**l'effet taux de réponse**". Les données de 1993 et de 1994 seront majorées de 19,35 %.  
La ligne "Totaux des données ajustées Francs constants 1994" élimine "**l'effet inflation**". Les données de 1992 seront majorées de 3,736 %, celles de 1993 de 1,6 %.

Annexe 5-3 : budgets sportifs des 100 plus grandes villes (1992-1994)

100 plus grandes villes	Budget sportif 1992	Budget sportif 1993	Budget sportif 1994	93/92	94/93	94/92
<b>Albi</b>	19 009 486	15 591 906	26 725 495	-17,98 %	71,41 %	40,59 %
<b>Amiens</b>	65 658 222	94 475 853	187 958 049	43,89 %	98,95 %	186,27 %
<b>Angers</b>	205 150 353	202 762 965	155 445 753	-1,16 %	-23,34 %	-24,23 %
<b>Angoulême</b>	21 129 889	20 858 298	25 243 154	-1,29 %	21,02 %	19,47 %
<b>Antibes</b>	72 502 983	69 953 296	83 022 876	-3,52 %	18,68 %	14,51 %
<b>Antony</b>	15 214 000	20 731 350	23 365 300	36,26 %	12,71 %	53,58 %
<b>Aubervilliers</b>	37 778 330	42 168 677	38 349 483	11,62 %	-9,06 %	1,51 %
<b>Avignon</b>	12 530 400	20 918 960	8 077 100	66,95 %	-61,39 %	-35,54 %
<b>Béziers</b>	8 527 462	23 005 836	33 492 352	169,79 %	45,58 %	292,76 %
<b>Blanc-Mesnil</b>	33 819 014	45 272 808	41 898 415	33,87 %	-7,45 %	23,89 %
<b>Blois</b>	52 629 879	50 779 062	21 473 605	-3,52 %	-57,71 %	-59,20 %
<b>Bordeaux</b>	134 874 725	94 706 673	101 216 656	-29,78 %	6,87 %	-24,96 %
<b>Bourges</b>	70 354 186	62 855 009	60 282 425	-10,66 %	-4,09 %	-14,32 %
<b>Brest</b>	107 901 833	74 223 408	62 509 708	-31,21 %	-15,78 %	-42,07 %
<b>Caen</b>	164 701 492	132 265 560	67 302 911	-19,69 %	-49,12 %	-59,14 %
<b>Calais</b>	37 899 808	37 117 530	25 349 437	-2,06 %	-31,70 %	-33,11 %
<b>Chalon-sur-Saône</b>	32 625 759	33 437 032	32 146 684	2,49 %	-3,86 %	-1,47 %
<b>Chambéry</b>	27 908 318	17 138 663	22 332 142	-38,59 %	30,30 %	-19,98 %
<b>Charleville Mézières</b>	40 723 759	35 293 853	32 575 730	-13,33 %	-7,70 %	-20,01 %
<b>Chateauroux</b>	12 254 968	23 389 114	24 897 828	90,85 %	6,45 %	103,17 %
<b>Clermont-Ferrand</b>	98 823 465	108 522 763	140 290 995	9,81 %	29,27 %	41,96 %
<b>Clichy</b>	20 333 151	21 497 106	17 633 776	5,72 %	-17,97 %	-13,28 %
<b>Colmar</b>	50 872 896	73 389 771	70 488 884	44,26 %	-3,95 %	38,56 %
<b>Colombes</b>	25 661 052	28 688 767	28 416 088	11,80 %	-0,95 %	10,74 %
<b>Courbevoie</b>	24 522 600	35 497 030	101 186 665	44,75 %	185,06 %	312,63 %
<b>Créteil</b>	145 720 601	108 513 217	109 640 086	-25,53 %	1,04 %	-24,76 %
<b>Dijon</b>	96 623 346	126 798 119	116 078 074	31,23 %	-8,45 %	20,13 %
<b>Drancy</b>	50 205 921	42 752 842	43 659 104	-14,85 %	2,12 %	-13,04 %
<b>Evreux</b>	46 374 221	39 211 862	40 812 990	-15,44 %	4,08 %	-11,99 %
<b>Grenoble</b>	62 644 343	78 839 677	113 485 446	25,85 %	43,94 %	81,16 %
<b>Issy-les-Moulineaux</b>	142 299 087	20 871 368	20 279 377	-85,33 %	-2,84 %	-85,75 %
<b>La Roche sur Yon</b>	30 231 082	31 490 476	48 874 868	4,17 %	55,21 %	61,67 %
<b>La Rochelle</b>	36 876 506	34 838 108	32 714 034	-5,53 %	-6,10 %	-11,29 %
<b>Laval</b>	45 038 369	24 719 732	26 649 586	-45,11 %	7,81 %	-40,83 %
<b>Le Havre</b>	134 650 185	141 935 404	150 302 497	5,41 %	5,90 %	11,62 %
<b>Lille</b>	104 312 050	43 904 043	44 271 974	-57,91 %	0,84 %	-57,56 %
<b>Limoges</b>	60 987 138	48 902 868	63 660 556	-19,81 %	30,18 %	4,38 %
<b>Lyon</b>	123 066 154	90 129 172	94 064 778	-26,76 %	4,37 %	-23,57 %
<b>Meaux</b>	31 761 638	36 152 685	29 420 853	13,83 %	-18,62 %	-7,37 %
<b>Metz</b>	36 455 183	50 772 014	60 156 855	39,27 %	18,48 %	65,02 %
<b>Montluçon</b>	20 776 227	13 135 602	17 078 411	-36,78 %	30,02 %	-17,80 %

100 plus grandes villes	Budget sportif 1992	Budget sportif 1993	Budget sportif 1994	93/92	94/93	94/92
Montreuil	48 305 543	74 089 730	76 554 812	53,38 %	3,33 %	58,48 %
<b>Mulhouse</b>	91 069 812	63 903 120	71 369 484	-29,83 %	11,68 %	-21,63 %
Nancy	91 330 678	72 931 704	90 273 258	-20,15 %	23,78 %	-1,16 %
<b>Nantes</b>	120 146 082	111 493 671	103 803 653	-7,20 %	-6,90 %	-13,60 %
Neuilly-sur-Seine	7 727 662	21 919 069	15 514 712	183,64 %	-29,22 %	100,77 %
<b>Nice</b>	171 546 448	131 404 505	116 863 972	-23,40 %	-11,07 %	-31,88 %
Niort	32 583 905	34 360 915	52 468 184	5,45 %	52,70 %	61,02 %
<b>Orléans</b>	30 644 097	52 313 217	49 877 080	70,71 %	-4,66 %	62,76 %
Paris	934 917 810	1 083 518 537	1 012 220 431	15,89 %	-6,58 %	8,27 %
<b>Quimper</b>	37 385 307	27 471 498	39 982 983	-26,52 %	45,54 %	6,95 %
Rennes	129 266 289	146 918 372	183 051 990	13,66 %	24,59 %	41,61 %
<b>Rouen</b>	174 262 587	103 701 038	91 941 308	-40,49 %	-11,34 %	-47,24 %
Saint-Brieuc	25 419 804	24 525 875	31 640 100	-3,52 %	29,01 %	24,47 %
<b>Saint-Etienne</b>	148 281 686	135 345 189	140 265 386	-8,72 %	3,64 %	-5,41 %
Saint-Malo	16 065 535	18 102 614	19 965 476	12,68 %	10,29 %	24,28 %
<b>Saint-Nazaire</b>	52 674 634	33 665 356	65 926 525	-36,09 %	95,83 %	25,16 %
Saint-Quentin	50 602 579	45 664 201	41 083 525	-9,76 %	-10,03 %	-18,81 %
<b>Strasbourg</b>	118 272 140	118 435 240	211 400 673	0,14 %	78,49 %	78,74 %
Toulon	63 027 999	57 272 495	64 345 551	-9,13 %	12,35 %	2,09 %
<b>Toulouse</b>	137 887 676	174 884 969	224 940 093	26,83 %	28,62 %	63,13 %
Tours	87 234 239	86 467 344	62 023 085	-0,88 %	-28,27 %	-28,90 %
<b>Valence</b>	36 647 568	34 743 858	43 847 499	-5,19 %	26,20 %	19,65 %
Vannes	22 769 643	49 674 543	46 066 877	118,16 %	-7,26 %	102,32 %
<b>Vénissieux</b>	17 912 764	21 665 275	28 012 703	20,95 %	29,30 %	56,38 %
Versailles	34 327 343	26 994 802	26 485 281	-21,36 %	-1,89 %	-22,84 %
<b>Villeurbanne</b>	57 759 757	43 973 984	56 872 076	-23,87 %	29,33 %	-1,54 %
<b>TOTAUX des 68</b>	5 299 499 668	5 112 949 600	5 409 627 717	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
Aix-en-Provence	15 559 093	15 011 390	15 882 424	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
<b>Arles</b>	22 212 730	21 430 810	22 674 329	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
Aulnay sous Bois	23 465 223	22 639 213	23 952 850	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
<b>Besançon</b>	74 380 183	71 761 893	75 925 866	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
Boulogne-Billancourt	39 211 598	37 831 293	40 026 448	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
<b>Cannes</b>	34 498 135	33 283 751	35 215 035	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
Clamart	12 275 414	11 843 302	12 530 507	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
<b>Dunkerque</b>	97 511 229	94 078 692	99 537 594	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
Epinay sur Seine	38 421 267	37 068 783	39 219 693	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
<b>La Seyne sur Mer</b>	11 223 764	10 828 671	11 457 003	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
Le Mans	145 908 696	140 772 498	148 940 801	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
<b>Levallois-Perret</b>	186 926 911	180 346 813	190 811 409	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
Marseille	424 670 000	409 721 001	72 618 000	-3,52 %	-82,28 %	-82,90 %
<b>Nîmes</b>	136 193 340	131 399 137	139 023 552	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
Noisy le Grand	43 495 154	41 964 062	44 399 020	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
<b>Pau</b>	80 652 771	77 813 677	82 328 803	-3,52 %	5,80 %	2,08 %

100 plus grandes villes	Budget sportif 1992	Budget sportif 1993	Budget sportif 1994	93/92	94/93	94/92
<b>Poitiers</b>	77 732 976	74 996 663	79 348 332	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
<b>Reims</b>	102 249 658	98 650 322	104 374 492	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
<b>Rueil Malmaison</b>	23 582 606	22 752 464	24 072 672	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
<b>Sartrouville</b>	35 787 983	34 528 194	36 531 687	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
<b>Tarbes</b>	23 322 319	22 501 340	23 806 976	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
<b>Tourcoing</b>	54 461 276	52 544 160	55 593 027	-3,52 %	5,80 %	2,08 %
<b>TOTAUX des données ajustées</b>	7 003 241 994	6 756 717 727	6 787 898 239	-3,52 %	0,46 %	-3,07 %
<b>TOTAUX des données ajustées en francs constants 94</b>	7 264 883 115	6 864 825 211	6 787 898 239	-5,51 %	-1,12 %	-6,57 %

- La ligne "Totaux des 68" correspond aux collectivités qui ont répondu pour les trois années auxquels ont été ajoutés les 3 communes ayant répondu en 1993 et 1994. Les données 1992 ont été estimées à partir du taux d'accroissement moyen pondéré des communes ayant répondu les trois années.
- La ligne "Totaux des données ajustées" correspond aux collectivités qui ont répondu à l'enquête de 1992 mais pas à celles de 1993 et de 1994.  
Les données manquantes ont été estimées sur la base du taux d'évolution moyen pondéré, elles sont signalées en italique.
- Cette estimation permet d'atténuer "**l'effet taux de réponse**". Les données de 1993 et de 1994 seront majorées de 19,35 %.  
La ligne "Totaux des données ajustées Francs constants 1994" élimine "**l'effet inflation**". Les données de 1992 seront majorées de 3,736 %, celles de 1993 de 1,6 %.

Annexe 5-4 : budgets sportifs des villes de + de 20 000 Hab. (1992-1994)

Villes de + de 20 000 Hab (hors 100 plus grandes villes)	Budget sportif 1992	Budget sportif 1993	Budget sportif 1994	93/92	94/93	94/92
Abbeville	17 102 207	16 501 551	18 007 216	-3,51 %	9,12 %	5,29 %
Aix-les-Bains	26 723 434	25 784 865	17 753 013	-3,51 %	-31,15 %	-33,57 %
Alfortville	9 218 990	8 895 205	9 589 805	-3,51 %	7,81 %	4,02 %
Anglet	22 982 798	22 175 606	18 171 112	-3,51 %	-18,06 %	-20,94 %
Annecy	42 062 767	40 585 456	39 890 986	-3,51 %	-1,71 %	-5,16 %
Annemasse	18 464 282	17 815 787	19 285 418	-3,51 %	8,25 %	4,45 %
Arcueil	7 137 826	6 887 134	8 113 489	-3,51 %	17,81 %	13,67 %
Argenteuil	28 689 745	27 682 116	31 033 208	-3,51 %	12,11 %	8,17 %
Armentières	18 652 615	17 997 506	24 832 250	-3,51 %	37,98 %	33,13 %
Arras	32 165 149	31 035 458	31 912 269	-3,51 %	2,83 %	-0,79 %
Aubagne	13 599 110	13 121 488	13 451 968	-3,51 %	2,52 %	-1,08 %
Aurillac	9 247 813	8 923 015	11 316 554	-3,51 %	26,82 %	22,37 %
Auxerre	13 837 088	13 351 108	49 593 323	-3,51 %	271,45 %	258,41 %
Bayonne	29 057 568	28 037 020	33 573 493	-3,51 %	19,75 %	15,54 %
Beaune	24 686 812	23 819 772	22 092 527	-3,51 %	-7,25 %	-10,51 %
Belfort	36 337 265	35 061 043	33 814 211	-3,51 %	-3,56 %	-6,94 %
Bergerac	14 472 356	13 964 064	14 888 065	-3,51 %	6,62 %	2,87 %
Béthune	45 174 407	43 587 811	28 044 881	-3,51 %	-35,66 %	-37,92 %
Biarritz	20 406 504	19 689 795	20 028 459	-3,51 %	1,72 %	-1,85 %
Bois-Colombes	20 032 043	19 328 486	20 517 000	-3,51 %	6,15 %	2,42 %
Bondy	37 289 997	35 980 314	30 655 964	-3,51 %	-14,80 %	-17,79 %
Bourg-en-Bresse	52 718 041	50 866 500	27 493 200	-3,51 %	-45,95 %	-47,85 %
Bourgoin Jallieu	17 401 072	16 789 919	22 512 692	-3,51 %	34,08 %	29,38 %
Brive-la-Gaillarde	16 719 464	16 132 250	17 705 400	-3,51 %	9,75 %	5,90 %
Bron	19 709 993	19 017 747	24 607 257	-3,51 %	29,39 %	24,85 %
Bruay-la-Buissière	8 080 755	7 796 946	7 618 316	-3,51 %	-2,29 %	-5,72 %
Brunoy	8 501 720	8 203 126	7 856 778	-3,51 %	-4,22 %	-7,59 %
Cachan	16 863 395	16 271 126	16 510 204	-3,51 %	1,47 %	-2,09 %
Cagnes-sur-Mer	33 509 960	32 333 037	27 871 481	-3,51 %	-13,80 %	-16,83 %
Caluire et Cuire	14 480 218	13 971 650	14 745 029	-3,51 %	5,54 %	1,83 %
Carcassonne	41 241 315	39 792 855	37 278 986	-3,51 %	-6,32 %	-9,61 %
Cavaillon	15 295 212	14 758 020	15 784 813	-3,51 %	6,96 %	3,20 %
Chalons sur Marne	39 572 795	38 182 936	38 672 301	-3,51 %	1,28 %	-2,28 %
Charenton-le-Pont	11 885 305	11 467 874	12 104 959	-3,51 %	5,56 %	1,85 %
Chatellerault	17 422 256	16 810 359	15 581 358	-3,51 %	-7,31 %	-10,57 %
Chatou	13 207 259	12 743 399	12 965 793	-3,51 %	1,75 %	-1,83 %
Chaumont	10 543 281	10 172 984	19 115 551	-3,51 %	87,91 %	81,31 %
Chelles	41 874 865	40 404 154	43 521 054	-3,51 %	7,71 %	3,93 %
Choisy-le-Roi	8 318 927	8 026 753	8 454 220	-3,51 %	5,33 %	1,63 %
Cholet	20 643 238	19 918 215	24 465 717	-3,51 %	22,83 %	18,52 %
Colomiers	14 770 605	14 251 838	13 000 124	-3,51 %	-8,78 %	-11,99 %
Compiègne	13 866 749	13 379 727	15 447 124	-3,51 %	15,45 %	11,40 %
Conflans-Sainte-Honorine	9 944 846	9 595 567	10 902 652	-3,51 %	13,62 %	9,63 %
Corbeil-Essonnes	57 512 276	55 492 354	52 243 409	-3,51 %	-5,85 %	-9,16 %
Coudekerque Branche	7 433 056	7 171 995	7 736 364	-3,51 %	7,87 %	4,08 %
Creil	12 051 945	11 628 662	12 831 250	-3,51 %	10,34 %	6,47 %

Villes de + de 20 000 Hab (hors 100 plus grandes villes)	Budget sportif 1992	Budget sportif 1993	Budget sportif 1994	93/92	94/93	94/92
<b>Croix</b>	6 519 660	6 290 679	6 398 879	-3,51 %	1,72 %	-1,85 %
<b>Dammarié-lès-Lys</b>	12 302 122	11 870 052	13 252 400	-3,51 %	11,65 %	7,72 %
<b>Dieppe</b>	13 686 886	13 206 181	14 836 021	-3,51 %	12,34 %	8,40 %
<b>Dole</b>	16 800 965	16 210 889	16 556 414	-3,51 %	2,13 %	-1,46 %
<b>Douai</b>	26 159 311	25 240 555	25 300 327	-3,51 %	0,24 %	-3,28 %
<b>Draguignan</b>	28 401 770	27 404 255	30 902 743	-3,51 %	12,77 %	8,81 %
<b>Dreux</b>	20 343 720	19 629 217	23 577 368	-3,51 %	20,11 %	15,90 %
<b>Eaubonne</b>	4 370 379	4 216 884	5 298 952	-3,51 %	25,66 %	21,25 %
<b>Echirolles</b>	15 401 046	14 860 137	16 579 923	-3,51 %	11,57 %	7,65 %
<b>Epernay</b>	14 327 790	13 824 575	12 326 257	-3,51 %	-10,84 %	-13,97 %
<b>Epinal</b>	50 709 466	48 928 470	55 615 885	-3,51 %	13,67 %	9,68 %
<b>Etampes</b>	6 365 678	6 142 105	11 265 524	-3,51 %	83,41 %	76,97 %
<b>Evry</b>	15 617 078	15 068 582	12 585 624	-3,51 %	-16,48 %	-19,41 %
<b>Fleury-les-Aubrais</b>	11 945 182	11 525 648	11 963 060	-3,51 %	3,80 %	0,15 %
<b>Fontenay-aux-Roses</b>	6 773 731	6 535 827	5 824 101	-3,51 %	-10,89 %	-14,02 %
<b>Fougères</b>	8 857 458	8 546 370	13 330 999	-3,51 %	55,98 %	50,51 %
<b>Franconville</b>	12 330 001	11 896 952	15 095 970	-3,51 %	26,89 %	22,43 %
<b>Fréjus</b>	23 491 860	22 666 789	22 719 165	-3,51 %	0,23 %	-3,29 %
<b>Gap</b>	16 908 489	16 314 636	19 038 933	-3,51 %	16,70 %	12,60 %
<b>Gradignan</b>	3 237 331	3 123 631	3 758 601	-3,51 %	20,33 %	16,10 %
<b>Hem</b>	5 656 094	5 457 443	5 442 464	-3,51 %	-0,27 %	-3,78 %
<b>Hénin-Beaumont</b>	15 032 348	14 504 388	13 595 435	-3,51 %	-6,27 %	-9,56 %
<b>Hérouville Saint-Clair</b>	15 110 875	14 580 157	19 031 396	-3,51 %	30,53 %	25,95 %
<b>Ivry sur Seine</b>	29 430 815	28 397 158	25 313 257	-3,51 %	-10,86 %	-13,99 %
<b>L'Hay-les-Roses</b>	11 410 171	11 009 428	11 851 385	-3,51 %	7,65 %	3,87 %
<b>La Celle Saint-Cloud</b>	10 778 576	10 400 015	16 886 744	-3,51 %	62,37 %	56,67 %
<b>La Ciotat</b>	6 161 194	5 944 803	6 560 175	-3,51 %	10,35 %	6,48 %
<b>La Garde</b>	6 353 256	6 130 120	7 566 417	-3,51 %	23,43 %	19,10 %
<b>La Garenne Colombes</b>	7 699 374	7 428 960	8 367 594	-3,51 %	12,63 %	8,68 %
<b>La Madeleine</b>	14 466 553	13 958 465	8 551 936	-3,51 %	-38,73 %	-40,88 %
<b>La Teste de Buch</b>	9 220 281	8 896 450	6 557 456	-3,51 %	-26,29 %	-28,88 %
<b>La Valette du Var</b>	8 229 608	7 940 571	7 940 571	-3,51 %	0,00 %	-3,51 %
<b>Laon</b>	11 669 146	11 259 307	10 802 265	-3,51 %	-4,06 %	-7,43 %
<b>Le Bouscat</b>	6 361 283	6 137 865	6 571 776	-3,51 %	7,07 %	3,31 %
<b>Le Cannet</b>	16 091 957	15 526 782	16 699 722	-3,51 %	7,55 %	3,78 %
<b>Le Chesnay</b>	8 491 870	8 193 622	12 962 825	-3,51 %	58,21 %	52,65 %
<b>Le Creusot</b>	14 750 790	14 232 719	20 715 688	-3,51 %	45,55 %	40,44 %
<b>Le Mée sur Seine</b>	8 456 235	8 159 239	11 149 454	-3,51 %	36,65 %	31,85 %
<b>Le Puy en Velay</b>	9 799 101	9 454 941	9 446 550	-3,51 %	-0,09 %	-3,60 %
<b>Lens</b>	30 010 025	28 956 026	25 486 331	-3,51 %	-11,98 %	-15,07 %
<b>Les Lilas</b>	18 328 152	17 684 438	15 487 480	-3,51 %	-12,42 %	-15,50 %
<b>Les Mureaux</b>	14 847 243	14 325 784	13 493 407	-3,51 %	-5,81 %	-9,12 %
<b>Les Ulis</b>	12 714 988	12 268 418	14 929 186	-3,51 %	21,69 %	17,41 %
<b>Libourne</b>	20 926 063	20 191 107	14 984 204	-3,51 %	-25,79 %	-28,39 %
<b>Liévin</b>	18 447 919	17 799 999	18 135 784	-3,51 %	1,89 %	-1,69 %
<b>Lisieux</b>	21 892 593	21 123 691	22 489 064	-3,51 %	6,46 %	2,72 %
<b>Livry-Gargan</b>	15 655 244	15 105 407	21 443 146	-3,51 %	41,96 %	36,97 %
<b>Lomme</b>	11 380 021	10 980 337	9 875 382	-3,51 %	-10,06 %	-13,22 %

Villes de + de 20 000 Hab (hors 100 plus grandes villes)	Budget sportif 1992	Budget sportif 1993	Budget sportif 1994	93/92	94/93	94/92
Lorient	28 925 048	27 909 155	25 148 281	-3,51 %	-9,89 %	-13,06 %
Macon	15 106 136	14 575 585	24 088 904	-3,51 %	65,27 %	59,46 %
Maisons Alfort	34 782 804	33 561 177	22 247 193	-3,51 %	-33,71 %	-36,04 %
Malakoff	15 252 134	14 716 455	14 700 446	-3,51 %	-0,11 %	-3,62 %
Mantes-la-Jolie	18 199 168	17 559 985	13 055 041	-3,51 %	-25,65 %	-28,27 %
Marignane	17 132 151	16 530 443	12 923 378	-3,51 %	-21,82 %	-24,57 %
Martigues	73 673 029	71 085 516	57 152 066	-3,51 %	-19,60 %	-22,42 %
Melun	26 287 603	25 364 341	21 042 330	-3,51 %	-17,04 %	-19,95 %
Mérignac	43 681 772	42 147 599	40 485 763	-3,51 %	-3,94 %	-7,32 %
Meudon	23 416 767	22 594 333	24 081 665	-3,51 %	6,58 %	2,84 %
Millau	11 233 927	10 839 374	9 878 540	-3,51 %	-8,86 %	-12,07 %
Mons-en-Baroeul	7 047 605	6 800 082	5 857 023	-3,51 %	-13,87 %	-16,89 %
Mont de Marsan	15 174 458	14 641 507	12 343 684	-3,51 %	-15,69 %	-18,65 %
Montceau-les-Mines	21 751 808	20 987 850	23 112 426	-3,51 %	10,12 %	6,26 %
Montélimar	11 565 005	11 158 824	12 010 604	-3,51 %	7,63 %	3,85 %
Montfermeil	6 932 663	6 689 177	3 917 179	-3,51 %	-41,44 %	-43,50 %
Montigny-les-Metz	9 417 882	9 087 111	7 192 540	-3,51 %	-20,85 %	-23,63 %
Montmorency	3 936 729	3 798 465	4 891 359	-3,51 %	28,77 %	24,25 %
Moulins	12 259 271	11 828 706	12 726 546	-3,51 %	7,59 %	3,81 %
Narbonne	22 339 357	21 554 764	20 875 830	-3,51 %	-3,15 %	-6,55 %
Neuilly-sur-Marne	12 091 886	11 667 200	9 975 289	-3,51 %	-14,50 %	-17,50 %
Nevers	27 549 771	26 582 180	25 667 015	-3,51 %	-3,44 %	-6,83 %
Nogent-sur-Marne	14 011 242	13 519 145	17 319 264	-3,51 %	28,11 %	23,61 %
Orange	11 056 483	10 668 162	10 747 204	-3,51 %	0,74 %	-2,80 %
Orvault	9 543 032	9 207 866	8 576 350	-3,51 %	-6,86 %	-10,13 %
Périgueux	9 332 702	9 004 923	11 110 338	-3,51 %	23,38 %	19,05 %
Pessac	20 614 854	19 890 828	20 796 579	-3,51 %	4,55 %	0,88 %
Poissy	20 425 899	19 708 509	19 929 940	-3,51 %	1,12 %	-2,43 %
Rambouillet	5 415 843	5 225 630	5 680 430	-3,51 %	8,70 %	4,89 %
Roanne	22 717 733	21 919 850	30 748 925	-3,51 %	40,28 %	35,35 %
Rodez	10 332 892	9 969 985	10 141 469	-3,51 %	1,72 %	-1,85 %
Saint-Chamond	24 424 711	23 566 877	15 460 687	-3,51 %	-34,40 %	-36,70 %
Saint-Denis	18 930 244	18 265 384	19 881 138	-3,51 %	8,85 %	5,02 %
Saint-Dié-des-Vosges	37 553 701	36 234 756	31 559 406	-3,51 %	-12,90 %	-15,96 %
Saint-Germain en Laye	15 540 186	14 994 390	24 829 210	-3,51 %	65,59 %	59,77 %
Saint-Herblain	14 226 435	13 726 780	40 842 993	-3,51 %	197,54 %	187,09 %
Saint-Laurent-du-Var	10 993 488	10 607 379	11 622 276	-3,51 %	9,57 %	5,72 %
Saint-Lô	17 216 939	16 612 253	13 846 322	-3,51 %	-16,65 %	-19,58 %
Saint-Médard en Jalles	13 104 054	12 643 819	14 620 705	-3,51 %	15,64 %	11,57 %
Saint-Michel-sur-Orge	8 034 688	7 752 497	8 188 262	-3,51 %	5,62 %	1,91 %
Saint-Pol-sur-Mer	7 471 548	7 209 135	7 753 107	-3,51 %	7,55 %	3,77 %
Sainte Foy les Lyon	5 761 110	5 558 771	5 791 069	-3,51 %	4,18 %	0,52 %
Saintes	25 253 471	24 366 529	13 596 376	-3,51 %	-44,20 %	-46,16 %
Sarcelles	30 014 662	28 960 500	26 599 500	-3,51 %	-8,15 %	-11,38 %
Saumur	31 379 573	30 277 473	37 303 947	-3,51 %	23,21 %	18,88 %
Savigny sur Orge	6 023 032	5 811 494	6 882 485	-3,51 %	18,43 %	14,27 %
Schiltigheim	30 360 730	29 294 413	22 284 205	-3,51 %	-23,93 %	-26,60 %
Sedan	11 518 815	11 114 256	9 522 801	-3,51 %	-14,32 %	-17,33 %

Villes de + de 20 000 Hab (hors 100 plus grandes villes)	Budget sportif 1992	Budget sportif 1993	Budget sportif 1994	93/92	94/93	94/92
<b>Sens</b>	10 503 787	10 134 877	14 607 236	-3,51 %	44,13 %	39,07 %
<b>Sète</b>	65 204 710	62 914 618	34 980 871	-3,51 %	-44,40 %	-46,35 %
<b>Six Fours Les Plages</b>	63 875 560	61 632 150	72 115 333	-3,51 %	17,01 %	12,90 %
<b>Soissons</b>	13 025 161	12 567 697	13 775 615	-3,51 %	9,61 %	5,76 %
<b>Stains</b>	10 081 131	9 727 066	9 676 528	-3,51 %	-0,52 %	-4,01 %
<b>Sucy en Brie</b>	13 515 685	13 040 993	14 043 113	-3,51 %	7,68 %	3,90 %
<b>Talence</b>	17 845 241	17 218 488	14 005 348	-3,51 %	-18,66 %	-21,52 %
<b>Taverny</b>	11 767 445	11 354 154	11 154 454	-3,51 %	-1,76 %	-5,21 %
<b>Thionville</b>	21 322 647	20 573 762	17 667 483	-3,51 %	-14,13 %	-17,14 %
<b>Thonon les Bains</b>	10 232 116	9 872 748	7 975 887	-3,51 %	-19,21 %	-22,05 %
<b>Trappes</b>	10 472 237	10 104 436	11 143 538	-3,51 %	10,28 %	6,41 %
<b>Tremblay-en-France</b>	30 742 694	29 662 962	23 170 189	-3,51 %	-21,89 %	-24,63 %
<b>Valenciennes</b>	79 129 243	76 350 099	78 485 368	-3,51 %	2,80 %	-0,81 %
<b>Vallauris</b>	11 591 539	11 184 426	11 020 925	-3,51 %	-1,46 %	-4,92 %
<b>Vanves</b>	9 692 018	9 351 619	11 276 099	-3,51 %	20,58 %	16,34 %
<b>Vaulx-en-Velin</b>	18 590 020	17 937 109	19 899 465	-3,51 %	10,94 %	7,04 %
<b>Verdun</b>	18 888 585	18 225 188	18 094 765	-3,51 %	-0,72 %	-4,20 %
<b>Vienne (ville)</b>	5 856 303	5 650 620	4 872 465	-3,51 %	-13,77 %	-16,80 %
<b>Villefranche sur Saône</b>	29 146 011	28 122 357	27 682 342	-3,51 %	-1,56 %	-5,02 %
<b>Villejuif</b>	26 070 249	25 154 621	28 181 593	-3,51 %	12,03 %	8,10 %
<b>Villeneuve d'Ornon</b>	12 709 079	12 262 716	11 177 982	-3,51 %	-8,85 %	-12,05 %
<b>Villeneuve d'Ascq</b>	30 313 773	29 249 106	36 248 395	-3,51 %	23,93 %	19,58 %
<b>Villeneuve la Garenne</b>	9 950 896	9 601 405	9 991 865	-3,51 %	4,07 %	0,41 %
<b>Villeneuve Saint Georges</b>	11 588 435	11 181 431	4 635 885	-3,51 %	-58,54 %	-60,00 %
<b>Villeneuve sur Lot</b>	8 502 690	8 204 062	10 093 075	-3,51 %	23,03 %	18,70 %
<b>Villepinte</b>	22 058 622	21 283 888	19 726 046	-3,51 %	-7,32 %	-10,57 %
<b>Villiers-sur-Marne</b>	8 992 283	8 676 460	10 739 460	-3,51 %	23,78 %	19,43 %
<b>Viry Chatillon</b>	22 206 291	21 426 371	22 261 288	-3,51 %	3,90 %	0,25 %
<b>Vitrolles</b>	18 696 022	18 039 388	17 460 545	-3,51 %	-3,21 %	-6,61 %
<b>Vitry-sur-Seine</b>	41 526 273	40 067 805	40 168 204	-3,51 %	0,25 %	-3,27 %
<b>Yerres</b>	8 855 190	8 544 182	8 821 226	-3,51 %	3,24 %	-0,38 %
• TOTAUX des 175	3 266 797 993	3 152 062 903	3 206 316 160	-3,51 %	1,72 %	-1,85 %
• TOTAUX des données ajustées	3 266 797 993	3 152 062 903	3 206 316 160	-3,51 %	1,72 %	-1,85 %
• TOTAUX des données ajustées en francs constants 94	3 388 845 566	3 202 495 910	3 206 316 160	-5,50 %	0,12 %	-5,39 %

- La ligne "Totaux des 175" correspond aux collectivités qui ont répondu aux enquêtes de 1993 et 1994. Les données 1992 ont été estimées à partir du taux d'accroissement moyen pondéré des 100 plus grandes villes.
- Les données manquantes ont été estimées sur la base du taux d'évolution moyen pondéré, elles sont signalées en italique. On peut considérer que l'effet réponse est nul pour cette catégorie de collectivités.
- La ligne "Totaux des données ajustées Francs constants 1994" élimine "l'effet inflation". Les données de 1992 seront majorées de 3,736 %, celles de 1993 de 1,6 %.



## **Ont réalisé cette étude**

**Dominique CHARRIER**

*Coordination - Traitement des données - Analyse - Rédaction du rapport*

**Jacqueline RIBUE**

*Suivi Administratif - Relances téléphoniques*

**Laurent BOYER**

*Assistance informatique*

**Bureau de la Communication - F.Frichet**

*Mise en page*

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS - 78, RUE OLIVIER DE SERRES - 75739 PARIS CEDEX 15  
TEL.: 01 40 45 90 00 - ADRESSE INTERNET : [www.jeunesse-sports.gouv.fr](http://www.jeunesse-sports.gouv.fr) - MINITEL : 36-15 JS